

Etudiantes à Sciences Po en Master Stratégies Territoriales et Urbaines

Katie Barret

Valentine Bouissières

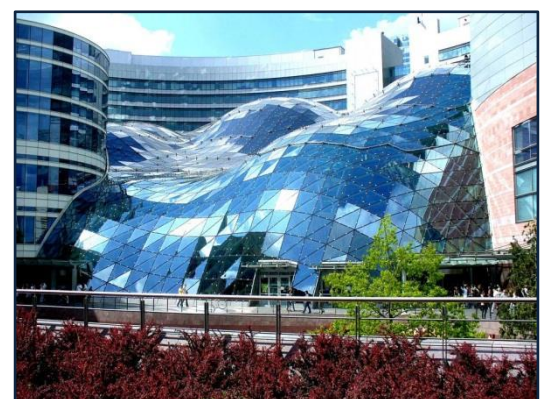
Constance Lauffet

Alix Ménard

21.02.2013

Sous la supervision de Romain Guizard

Temps et territoires : La Pologne, d'un rythme à l'autre



Note aux auditeurs

Chers auditeurs,

Ce dossier rassemble un ensemble de documents présentant de façon concise la Pologne, destination de votre voyage d'étude. Il constitue une introduction aux multiples enjeux que les interventions et visites prévues lors de notre séjour vous permettront d'approfondir.

Le premier article de *l'Express* reflète l'image très positive qu'ont les journaux français de la Pologne. Effectivement, l'éloge du « bon élève » européen ne tarit pas et Valérie Lion s'attache ici à expliquer les raisons de la croissance polonaise, brossant un portrait rapide de la situation économique en Pologne.

Le second article traite de l'intégration de la Pologne à l'Union européenne. Alicja Szajnowska-Wysocka souligne l'importance de la perspective puis de l'aide européenne dans le processus de modernisation. C'est un véritable retour à l'Europe qui s'opère à partir de 1991, participant à la formation d'un nouvel espace communautaire élargi.

Enfin l'article de Robert Pyka présente les questions d'aménagement du territoire en Pologne. Certaines villes, notamment Varsovie, développent aujourd'hui des fonctions métropolitaines et deviennent des pôles de croissance économique importants aux niveaux régional et national. De ce fait, la Pologne, comme les autres pays européens, est exposée au processus de métropolisation qui modifie l'espace et le fonctionnement des villes et des agglomérations. L'auteur souligne ici les problèmes liés à ce phénomène : alors que les villes croissent, des outils institutionnels manquent pour encadrer ce processus et gérer ces espaces métropolitains.

Un article complémentaire vous permettra également de découvrir les problématiques propres au quartier de Nowa Huta à Cracovie, quartier que nous aurons l'occasion de découvrir lors de notre voyage.

Nous espérons que ce dossier vous apportera un éclairage utile à la préparation de votre voyage.

Sommaire

Note aux auditeurs	Page 2
Fiche technique de la Pologne	Pages 4 à 6
Article de <i>l'Express</i> , <i>Pourquoi la Pologne croît ?</i>	Pages 7 à 10
Article de <i>Géocarrefour</i> , <i>la Pologne dans l'espace européen</i>	Pages 11 à 24
Article de <i>Metropoles</i> , <i>La métropolisation en Pologne : le fonctionnement et l'avenir des espaces métropolitains polonais</i>	Pages 25 à 36
Article de <i>Géocarrefour</i> , <i>Identités développement local et territoires : Nowa Huta et Cracovie</i>	Annexe

La Pologne

Informations générales :

Capitale : Varsovie

Monnaie : Złoty

Superficie : 312 679 km²

Forme de l'état : République Parlementaire

Président de la République : Bronisław Komorowski

Les grandes dates de la Pologne

De la fin de la Seconde Guerre Mondiale à l'implosion du régime communiste

1945: les troupes **soviétiques entrent en Pologne** et installent un gouvernement provisoire. Les **frontières** sont **redessinées** à Yalta et à Postdam.

16 octobre 1978 : Election de **Jean-Paul II** (Karol Józef Wojtyła).

1980: grèves et accords de Gdansk, création du syndicat **Solidarność**, dirigé par **Lech Wałęsa**.

Décembre 1981-décembre 1982: le général **Jaruzelski**, premier secrétaire du Parti communiste, instaure l'"*état de guerre*". Tous les **syndicats sont interdits**.

Printemps 1989: des négociations avec l'opposition aboutissent à un début de démocratisation des institutions et à la **légalisation de Solidarność**.

La transition démocratique

Juin 1989: Aux premières élections semi-démocratiques, l'**opposition** remporte un large **succès**.

Juillet-août 1989: Le rôle dirigeant du Parti communiste est aboli. Le général **Jaruzelski** accède à la présidence et déclare « ***l'état d'urgence*** ».

1989 : Adoption du **plan Balcerowicz**, « **le traitement de choc** » qui a pour but la **transition d'une économie communiste**, fondée sur la propriété d'État et la planification centralisée, à **une économie de marché capitaliste**.

Novembre 1990 : Signature à Varsovie du **traité germano-polonais** garantissant **l'inviolabilité de la frontière Oder-Neisse**.

Décembre 1990 : **Lech Wałęsa** est élu **président** de la République au suffrage universel avec **74 %** des voix.

La Pologne, à la conquête de la scène internationale :

Novembre 1996 : Adhésion de la Pologne à **l'OCDE**.

Mars 1999 : La Pologne est **admise dans l'OTAN**, avec la Hongrie et la République tchèque.

1er mai 2004 : La Pologne entre, avec dix autres États **dans l'Union européenne**.

18 octobre 2005 : Le candidat du PiS (droit et justice, parti de droite eurosceptique), **Lech Kaczyński** est élu **Président**.

21 octobre 2007: **Donald Tusk**, leader de **PO** (plateforme citoyenne, droite libérale pro-européenne) prend la tête d'un **gouvernement de coalition** formé avec **le Parti paysan** (PSL).

Mars 2008 : Entrée en vigueur de l'élargissement de **l'Espace Schengen** à la Pologne avec la levée des contrôles aux frontières aériennes.

L'actualité polonaise

Novembre 2008: Adoption d'un **programme de stabilisation économique** pour faire face aux conséquences **de la crise économique**.

Avril 2010: Le président **Lech Kaczyński**, est tué dans un accident d'avion à **Katyń**. Une élection présidentielle anticipée est organisée : le libéral **Bronisław Komorowski** (Plateforme civique) l'emporte sur le frère du président décédé.

Juillet 2010 : Signature d'un protocole pour l'installation d'une composante d'un **nouveau bouclier antimissile américain** en Europe.

Octobre 2010: **La Russie et la Pologne** signent un **accord sur la livraison de gaz** jusqu'en 2019. La Pologne couvre 30% de ses besoins en gaz avec ses propres ressources, plus de 40% est importé de Russie.

Octobre 2011: PO (droite libérale) remporte les élections législatives avec 39% des voix, devant le PIS (29,9%) et **le mouvement Palikot, qui s'attaque au poids de l'Eglise dans la société, fait une percée à 10%.**

Juin 2012 : Coupe d'Europe de football organisée en **Pologne et en Ukraine.**

Pourquoi la Pologne croît ?

Par Valérie Lion, publié le 26/10/2009 dans le journal *L'Express*

Ce sera le seul pays de l'Union européenne dans le vert cette année. A Varsovie, on fait valoir la bonne tenue de la consommation, le dynamisme des PME. Et, si on se méfie des miracles, crise ou pas crise, on garde la foi.

La crise, quelle crise? Ce dimanche d'octobre, à Varsovie, Złote Tarasy ne désemplit pas. Sous une spectaculaire verrière en forme de vague, sur laquelle glissent les paquets d'une première neige bien précoce, on se bouscule au pied des escalators, on patiente aux caisses, on cherche vainement un fauteuil libre dans l'un des nombreux cafés surplombant l'atrium principal.

Ouverte il y a tout juste deux ans, sur cinq niveaux, avec pas moins de 200 enseignes parmi lesquelles Adidas, Esprit, Hugo Boss, Levis, Reebok ou encore Camaïeu, Promod, Mango et H&M, la galerie commerciale les "Terrasses d'or", en plein centre de la capitale, s'est rapidement imposée comme l'un des lieux préférés de sortie des Varsoviens le week-end... avec l'église.

De l'autre côté de la rue, le Palais de la culture et de la science, symbole de l'hégémonie soviétique, construit dans les années 1950 sur ordre de Staline, n'attire plus que les touristes.

Voilà vingt ans que le Mur est tombé, cinq ans que le pays a rejoint l'Union européenne, un an que la crise financière s'est abattue sur la planète, et la soif de consommer des Polonais ne se dément pas. Serait-ce de l'inconscience? Ou un nouveau témoignage de la capacité d'endurance d'un peuple tant de fois assailli, autant de fois insurgé? Sans doute un peu des deux.

Et d'abord le signe d'une confiance certaine, fondée sur une évidence statistique: en 2009, la Pologne devrait être le seul Etat membre des Vingt-Sept à afficher une économie en croissance. 1% de mieux, quand les leaders (France, Allemagne...) décrochent de 2 à 4 points ou quand les voisins (pays Baltes, Hongrie) s'effondrent.

Certes, pas de quoi pavoiser pour un pays qui connaissait depuis cinq ans une augmentation annuelle moyenne de 5% de son PIB. Mais pourquoi Varsovie bouderait-elle son plaisir? D'autant que l'année n'avait pas démarré sous les meilleurs auspices: arrêt brutal du marché immobilier, inquiétude sur la situation financière des pays d'Europe centrale et, dans la foulée, dégringolade de la monnaie locale face à l'euro, passée en un an de 3,2 à 4,2 zlotys, avec une pointe à 4,8 en février!

Paradoxalement, cette dévaluation a joué en faveur des producteurs locaux à l'export. Mais ce n'est pas la seule explication. Grâce à son marché intérieur -38 millions d'habitants- la Pologne, "*une petite économie mais un grand pays*", dicit Aneta Piatkowska, responsable du département analyse et prévisions au ministère de l'Economie, est moins dépendante des exportations que la République tchèque ou la Slovaquie.

Moins compétitive que ces deux ex-pays communistes, elle a davantage misé sur les privatisations que sur les délocalisations. Idéalement située, au cœur de l'Europe centrale, elle bénéficie aussi d'une économie diversifiée qui l'a mise à l'abri d'une chute brutale des commandes de secteurs comme l'automobile.

Enfin, les fortes hausses de salaires enregistrées ces dernières années et la réforme fiscale, entrée en vigueur début 2009 et réduisant à 32% le taux maximal de l'impôt sur le revenu (contre 40% auparavant), ont renforcé le pouvoir d'achat.

Des magasins ouverts sept jours sur sept

Les Polonais, population parmi les plus jeunes de l'Union (l'âge moyen est de 37 ans), n'hésitent pas à dépenser: voiture, équipement TV-hi-fi, téléphone, spectacles, voyages, etc. Echaudés par l'inflation des années 1990, ils préfèrent "*acheter maintenant sans prendre le risque que ce soit plus cher demain*", explique Alex Kwiatkowski, associé chez AT Kearney, responsable du bureau de Varsovie.

Ou tout simplement cherchent "*à se faire plaisir*", commente Irena Eris. A la tête d'une entreprise de cosmétiques, cette docteur en pharmacie -qui a fait découvrir le peeling aux femmes polonaises et converti désormais les plus aisées d'entre elles aux joies du spa dans ses deux hôtels de luxe- parle du "lipstick syndrome".

La consommation, tirée par une offre pléthorique, des horaires d'ouverture sans contraintes (7 jours sur 7 et même, dans certaines enseignes comme Tesco, 24 heures sur 24) et une hausse régulière du niveau de vie, explique en grande partie la résistance de l'économie cette année.

Jusque-là peu enclins à s'endetter, les Polonais ont commencé à se laisser séduire par le prêt d'argent -les crédits à la consommation ont augmenté de 40% en 2008, selon Eurobank.

Longtemps assis sur d'importants dépôts, le système bancaire n'a pas eu à faire appel aux largesses de l'Etat pour survivre. Mieux, le marché, déjà très concurrentiel, a absorbé sans souci l'arrivée d'une nouvelle banque, au plus fort de la crise financière, en novembre 2008: lancée par Romain Zaleski, une des plus grosses fortunes françaises, Alior Bank a fait un carton, avec 240 000 clients conquis en un an.

Certes, le système bancaire a souffert d'être majoritairement lié aux grands établissements internationaux piégés par les subprimes. En janvier, le robinet des crédits immobiliers s'est tari. Mais ce ne serait plus qu'un mauvais souvenir: "*Les clients sont revenus*", assure Laurent Tiro, patron de Bouygues Immobilier à Varsovie. *De nombreux foyers abritent encore plusieurs générations. Il y a un gros besoin de logements neufs, entre 1 et 2 millions.*"

La construction est ainsi l'autre moteur d'une économie encore émergente: il faut des appartements pour les jeunes couples, des bureaux pour les entreprises qui viennent installer des services financiers (HP), informatiques (Google) ou, plus récemment, un centre de développement (IBM). Et surtout... des routes!

"*C'est le fiasco de la classe politique polonaise*", lâche Bertrand Le Guern, patron de Canal+ Polska, arrivé en 1991 pour Aérospatiale. *En vingt ans, rien n'a changé.*" Si les gouvernements locaux ont su attirer les investisseurs étrangers, les pouvoirs publics nationaux ne se sont guère mobilisés pour doter la Pologne d'infrastructures modernes.

"*On est passé d'un excès à l'autre*", explique Alex Kwiatkowski, *de 100% d'investissements publics à 100% d'investissements privés.*" Résultat: des routes impraticables, des chemins de fer archaïques. La capitale est plus facilement reliée à Prague et Berlin qu'à Gdansk et Wrocław.

La chance de la Pologne, ce pourrait être 2012: non plus l'adhésion à l'euro, dont la perspective s'éloigne à 2014-2015, au vu de la volatilité du zloty et du déficit public qui explose, mais l'organisation du championnat européen de football avec l'Ukraine. Une occasion unique pour l'Etat de rattraper le temps perdu.

La manne des fonds européens devrait l'y aider: 67 milliards d'euros vont déferler sur la Pologne d'ici à 2013, un montant inédit qui fait rêver. "*C'est parti pour les Trente Glorieuses*", s'enflamme Grégoire Nitot, jeune chef d'entreprise créateur voilà trois ans d'une SSII employant désormais 200 personnes.

Le nombre et le dynamisme des petits entrepreneurs, polonais ou étrangers, attirés par le plus gros marché d'Europe centrale, est un autre moteur de l'économie locale: si les grandes entreprises ont réduit de 29% leurs effectifs depuis le début de l'année, les PME les ont augmentés de 19%. Il n'est pas rare d'ailleurs qu'un salarié ait, en parallèle, une activité à son compte. En cas de chômage, cet amortisseur fait merveille...

"*Les recettes fiscales de l'Etat ont baissé plus vite que le taux de croissance du PIB*", note Henryka Bochniarz, présidente du syndicat patronal PKPP Lewiatan.

Pourtant, au ministère de l'Economie, Aneta Piatkowska hésite à lâcher une prévision pour 2010. L'augmentation du chômage et le ralentissement des investissements

étrangers incitent à la prudence. Mais si les grands partenaires commerciaux du pays, telle l'Allemagne, redressent la tête, alors tous les espoirs sont permis.

Les Polonais savent bien qu'ils ne peuvent se contenter de 1 point de croissance annuelle: pour continuer leur rattrapage et ne plus jouer en deuxième division de l'Europe, il leur faut tabler sur 4 à 5% par an. Autrement dit, beaucoup d'autres Złote Tarasy, et pas seulement à Varsovie.

La Pologne dans l'espace européen

Alicja Szajnowskawyssocka, article publié le 1/09/2008 dans la revue *Géopolitique*

L'intégration de la Pologne à l'Union Européenne lui offre les conditions d'accélérer la modernisation de l'Etat, de la société, et engendre un processus de transformation de l'espace. Cette entrée dans un contexte géopolitique européen post-Yalta ouvre des perspectives historiques uniques pour renforcer le développement de la Pologne et surmonter des retards culturels et civilisationnels.

Le développement spatial de l'Europe du XXI^{ème} siècle doit aller dans le sens de l'intégration et de la diversification : il est essentiel de résoudre les problèmes résultant de l'hétérogénéité des niveaux de richesse et de développement par des principes de solidarité régionale. La conviction qu'une Nouvelle Europe est à construire non seulement amplifie les processus d'intégration qui soutiennent les politiques de restructuration économique, mais aussi renforce le développement pacifique et la coopération des pays entrants, unis autour du principe de démocratie (Kostrubiec, Laboda, 1997).

L'évolution de l'espace polonais dans cette Europe intégrée est très complexe. Elle doit s'efforcer d'harmoniser les conditions de compétitivité et d'efficacité nécessaires au défi du développement économique global avec les aspirations de la société polonaise pour une amélioration de ses conditions de vie *ici et maintenant*. Le problème est de savoir si ces deux objectifs sont conciliables, compte tenu des héritages laissés par une longue récession et par les inégalités de développement. Il est difficile de répondre à cette demande de développement équilibré et égal, car l'économie de marché a naturellement tendance à générer de la polarisation spatiale, soit le plus court chemin menant à la compétitivité, en sélectionnant des zones et des pôles d'activité où se concentrent l'innovation et la production. La politique nationale, dans ce type de stratégie, vise alors à stimuler le développement des structures d'une croissance polarisée, et à diffuser leur influence sur l'ensemble du pays (Kolodziejcki, 1997).

La société polonaise a du mal à adhérer à ce type de stratégie libérale, à cause d'une conscience historique selon laquelle l'égalitarisme a pour fondement le paradigme d'un développement régional équilibré. Ce paradigme, très présent dans la période socialiste, date en fait de la première formulation d'une stratégie de développement à long terme, dans les années 1930.

La stratégie de développement libéral (Kolodziejcki, *ibid.*) reprend les thèses du rapport *Vers une nouvelle Europe*, synthèse de nombreuses études sur l'espace européen au XX^{ème} siècle menées par un groupe d'experts internationaux travaillant pour la DATAR à

Paris et l'ARL (Akademie für Raumforschung und Landesplanung) à Hanovre (Kuklinski, *ibid.*). Ce rapport insiste sur deux points : d'une part, en rejoignant l'Union Européenne, la Pologne effectue un *retour vers l'Europe occidentale*, vers la civilisation postindustrielle qui s'y est développée pendant la période du socialisme en Europe centrale.

D'autre part, ce retour vers l'Europe via un travail de modernisation socio-économique demande un temps de rattrapage économique et culturel. C'est pourquoi l'intégration peut être dite en cours, et dans ce cas les disparités régionales marquées doivent être prises en considération. L'objet de cet article est de présenter les conditions et les étapes de ce processus de différenciation régionale de la Pologne.

L'INTÉGRATION EUROPÉENNE : LE RETOUR VERS L'EUROPE

L'eupéanisation : un mouvement spatiotemporel

L'espace culturel polonais (les régions appartenant aux terres polonaises) s'est formé avec l'histoire du continent européen. Il a préservé des marquages architecturaux et spatiaux (routes, organisation des villes et des villages) hérités de diverses époques et cultures de l'histoire européenne (Karlowska-Kamzowa, 1994). L'Europe centrale, et donc la Pologne, était restée sous l'influence de l'Eglise catholique romaine après la grande division du christianisme européen : c'est pourquoi l'élargissement de l'Union Européenne n'a pas franchi la ligne de Huntington (Huntington, 1997). Nul n'est besoin de montrer que la Pologne appartient géographiquement à l'Europe, mais elle a rejoint formellement l'Union Européenne en mai 2004, ce qui lui permet d'accéder aux conditions d'une modernisation plus rapide, par l'adoption de modèles de l'Europe occidentale, et d'atteindre le niveau de vie des régions développées. Ces régions constituent une norme de modernité économique et sociale, devenue le principal objectif des pays post-socialistes.

La transformation de ces pays signifie en fait leur eupéanisation, le passage de l'économie socialiste vers l'économie de marché. Elle signifie également un retour vers l'Europe, fondé sur l'idée d'un rattrapage culturel et civilisationnel des pays post-socialistes. On rejoint ici les thèses de K. Pomian (1990) selon lesquelles les pays européens existent non seulement dans des espaces, mais aussi dans des temps (civilisationnels) différents. Ainsi peut-on dire que les habitants de Prague, de Varsovie ou de Budapest jouissant d'un haut niveau d'études et de revenus - la classe métropolitaine selon B. Jalowiecki (1999) - sont devenus européens au tournant des XX^{ème} et XXI^{ème} siècles, tandis que les paysans, travailleurs non qualifiés des petites villes sont plus près du début du XX^{ème} siècle. La population de la partie occidentale de la Pologne est de même plus proche de l'Europe que celle des régions orientales.

Les nouveaux pays membres de l'UE dans un contexte de chaos économique et politique sont des *apprentis* : ils se forment aux savoirs de la nouvelle économie et des institutions politiques ainsi qu'aux valeurs des Européens *modernes* des régions développées. L'adjectif européen est devenu synonyme de modernisation post-socialiste et de progrès, et possède une connotation délibérément positive. Le développement des pays post-socialistes doit donc selon ce processus atteindre l'objectif de l'introduction complète de l'économie de marché (Smith, 2002 ; Domanski, 2004).

L'idée de l'unicité historique de la transformation post-socialiste reste soumise à discussion. Certains pensent qu'il n'existe aucune alternative à l'européanisation politique, culturelle et économique et que l'Europe reste un standard de développement. On peut penser en revanche qu'un processus mixte est à l'œuvre, pour créer un nouvel espace européen. Il est fait d'une part de forts éléments d'originalité, d'innovations caractéristiques du XXI^{ème} siècle, d'autre part de la transformation du système du socialisme réel vers le capitalisme (événement inaugural dans l'histoire) - l'adaptation de procédés issus du capitalisme l'emportant au bout du compte.

Un nouvel espace polonais en Europe

L'espace européen est *nouveau* pour les pays post-socialistes pour plusieurs raisons : ceux-ci effectuent le retour vers l'Europe, s'adaptent à l'Union Européenne, et deviennent une composante du développement européen global (Foucher, 1993). L'espace polonais dans ce triple mouvement, doit réaliser plusieurs mutations, que A. Kuklinski (1997) définit comme le passage du fermé à l'ouvert, du monopole à la compétition, de la routine à l'innovation, du pollué au propre, de l'unitaire au multiculturel.

Ouvrir l'espace polonais peut sembler une gageure, pas tant du point de vue des flux de biens, de personnes, de capitaux ou d'information que cela peut représenter, mais par l'ouverture des mentalités des sociétés locales ou régionales, et d'une partie de la classe politique. À un espace ouvert doivent correspondre une société, un pays ouverts ; or l'étroitesse polonaise est bien antérieure au socialisme. La formation d'un espace compétitif est complexe et difficile, car l'espace économique polonais est dominé par des modèles monopolistiques d'activités et de pensée. L'évaluation du développement du capitalisme en Pologne ne devrait pas se limiter aux indices habituels que sont la privatisation ou les investissements directs étrangers (IDE) : elle devrait englober aussi l'analyse de la sphère politique, sociale, économique, à différentes échelles (régions, villes).

Les infrastructures constituent un fondement indispensable de la compétitivité. Leur adaptation aux standards de l'UE est une tâche des plus ardues pour la Pologne, du point de vue financier et technique. Est-elle réalisable sans une aide extérieure ? La

Grèce offre un bon exemple d'amélioration des infrastructures grâce aux fonds européens. Dans le cas polonais, deux problèmes sont à prendre en considération : l'impact des corridors paneuropéens polariserait l'espace sur les quelques centres régionaux et nationaux qu'ils relieraient. D'autre part, la géométrie des corridors peut fragiliser de nombreux pans de l'espace polonais (la tentation de tracés simples et directs pouvant contredire les impératifs de protection patrimoniale).

La création d'un espace sain est encore plus ardue. L'Europe centrale est devenue le *poumon noir* de l'Europe au XX^{ème} siècle, et la Pologne en est largement responsable. L'éradication de cette situation est un processus endogène, qui ne se résume pas à la liquidation des problèmes environnementaux hérités de l'époque socialiste (comme par exemple les bases militaires) : les atteintes à l'environnement sont aussi le fait aujourd'hui de nouvelles entreprises capitalistes. La création de structures d'innovation qui feraient partie d'un réseau européen est très importante pour l'intégration de la Pologne au XXI^{ème} siècle. Cette quête d'innovation doit être la ligne directrice du système éducatif, de la recherche, de la politique régionale.

Enfin l'espace polonais doit préserver ses différences comme faisant pleinement partie d'un espace européen diversifié (unique dans monde global). C'est une tâche complexe, mais qui ne contredit ni le processus d'unification par les infrastructures, ni la réduction des niveaux de vie. Bien sûr, l'accroissement de la diversité régionale et locale par l'affirmation d'espaces ayant une identité culturelle ou écologique est préférable à des phénomènes de déculturation d'autres espaces. Il est difficile d'adhérer à une vision pragmatique d'*autorégulation* spatiale : les dynamiques de l'espace sont toujours sous contrôle de l'activité économique et culturelle de l'Homme. C'est donc bien un nouveau mode de vie qui doit engendrer un nouvel espace polonais comme partie intégrante du nouvel espace européen. Parmi les acteurs de ce nouveau mode de vie, l'entreprise a acquis un rôle majeur - positif ou négatif - dans les transformations spatiales ; mais on ne voit toujours pas en quoi son action est rationnelle et si l'Etat mettra en œuvre des outils de régulation. La société civile au niveau local a une place importante également dans les traditions européennes : la politique régionale doit-elle obéir aux impératifs locaux ou globaux ? Dans le premier cas, elle a pour but de réduire les disparités régionales, alors que dans le second, elle s'attache à promouvoir des *locomotives* régionales pour les lancer dans une compétition nationale et internationale.

CENTRES ET PÉRIPHÉRIES

L'Europe post-socialiste, nouvelle périphérie de l'UE ?

L'espace polonais est le produit de deux révolutions industrielles ; il a constitué le cœur d'un espace industriel à l'échelle de toute l'Europe centrale et est désormais le

possible ferment d'une troisième révolution industrielle pour les pays post-socialistes, transformation systémique baignant dans un environnement institutionnel et technologique nouveau, à l'issue de laquelle les hiérarchies régionales seront renversées. Les pays d'Europe post-socialiste, isolés à l'Est du rideau de fer, étaient peu connus des Européens de l'Ouest pour qui ils constituaient une Europe différente. Aujourd'hui, les économies post-socialistes sont appelées émergentes, et le moindre incident peut causer le départ des capitaux de toute la zone, considérée comme à risques (Sidaway et Pryke, 2000). La métaphore de cathédrales dans le désert (Grabher, 1994) résume les caractéristiques du développement régional en Europe centrale au tournant du XXe et du XXIe s. : l'expression a servi à décrire les mutations industrielles en Allemagne quelques années après la réunification, caractérisées par des isolats créés par les investissements directs étrangers (IDE), déconnectés de leur assise régionale dégradée. En effet, les régions d'Europe centrale peuvent n'offrir que des ressources de marchés, de matières premières et de main-d'œuvre dans le nouvel espace européen. Les zones situées à l'est de Vienne et de Berlin sont traitées alors comme des périphéries, non seulement économiques, mais aussi politiques.

Le concept de zone de broyage datant du début du XXe s. réapparaît dans les manuels de géographie et confère à l'Europe centrale une image de chaos, de danger, car on pense que ces périphéries peuvent abriter des comportements anachroniques, des conflits ethniques et religieux. On peut analyser les différenciations dynamiques de l'espace entre centres et périphéries à différentes échelles et selon plusieurs dimensions : politique, culturelle, économique (Rykiel, 1995). Mais selon J. Friedmann et W. Alonso (1967), la dichotomie centre/périphérie est trop simpliste et doit être déclinée en régions centrales (pôles de croissance, régions métropolitaines), axes de développement (des extensions des régions centrales), marges (zones de développement dans les périphéries du territoire), et zones déclinantes.

On utilisera cette typologie pour analyser les principales phases de l'organisation de l'espace polonais depuis une trentaine d'années, selon trois moments clés : la croissance socialiste à la fin des années 1970, les changements du système politique au début des années 1990, et enfin la formation d'une économie de marché au début du XXIe s. avec l'intégration européenne.

Centres et périphéries dans l'espace polonais socialiste

Pendant la période de croissance socialiste, l'aménagement de l'espace reposait sur des investissements permanents et sur les ressources du travail, car l'industrie lourde, extensive, nécessitait d'abondantes réserves de main-d'œuvre peu qualifiée. Ainsi, la structuration de l'espace en centres et périphéries dépendait de deux facteurs : la localisation des régions industrielles et la distribution de la population.

Dans les années 1970, le cœur de l'espace polonais était le Bassin Industriel de Haute-Silésie (GOP, Gornyslaski Okreg Przemyslowy), qui s'étend de Czestochowa au Nord à Cracovie et à la frontière tchèque au sud. Cette région rassemblait sur 3% de la superficie du pays 11 % de la population, 16% de l'emploi et 20% de la production industrielle réalisée essentiellement dans des entreprises nationales. Varsovie et Lodz peuvent être considérées comme des centres secondaires au vu de leur concentration démographique et industrielle. Elles jouaient en outre un rôle idéologique important comme centres de la classe ouvrière. Les régions périphériques peuvent être identifiées par l'isoligne de 150 hab/km², délimitant une vaste zone triangulaire entre Gdansk, Prague et Lvov. Les régions du nord-ouest, du nord-est et de l'est polonais relèvent de cette périphérie (Dziewonski, 1977). Il est difficile d'identifier dans ces périphéries des marges dynamiques : les régions frontalières étaient strictement protégées et traitées comme des barrières politiques, économiques et naturelles. Il est également malaisé d'identifier des zones déclinantes quand toute la périphérie est sous-développée. Tout le nord de la Pologne était périphérique, à cause du manque de ressources industrielles et du faible potentiel des agglomérations. Des conditions historiques (surpeuplement rural, transferts de population après la Seconde Guerre Mondiale de l'Ukraine vers les *Territoires Recouverts* que sont la Silésie, la Grande Pologne et la Poméranie) en ont renforcé la marginalisation. Les régions situées à l'intérieur du triangle Gdansk-Prague-Lvov mais en dehors des centres industriels constituent des semi-périphéries. On y trouve cinq grandes villes : Wroclaw, Poznan, la conurbation Gdansk-Gdynia- Sopot dite *Triville*, Bydgoszcz et Lublin, dont le large potentiel économique fut sous-utilisé par l'économie socialiste, qui privilégiait les économies d'échelle et d'agglomération sur les avantages de localisation.

L'organisation de l'espace après la phase de transformation systémique

Après la transformation systémique, l'aménagement de l'espace en Pologne s'est doté de valeurs inspirées de l'économie de marché : efficacité, entrepreneuriat, innovation, accès à l'information, marché du travail diversifié, haut niveau de qualification. L'organisation de l'espace au début des années 1990 est déterminée par trois facteurs : la distance à l'administration gouvernementale, l'accès à l'éducation et l'intégration sociale (Rykiel, *ibid.*).

Dans ces conditions, l'agglomération varsoivienne bénéficie de nombreux atouts : accès à l'administration centrale, concentration d'établissements d'enseignement supérieur, instituts de recherche, haut niveau de qualification. C'est aussi un centre de diffusion d'innovations économiques qui émergea comme tel dans cette période de transformation. Wroclaw, Poznan, la Triville, Cracovie apparaissent comme des centres secondaires, dotés des mêmes atouts que Varsovie, excepté l'accès direct à l'administration centrale. Ils jouissent d'une bonne localisation, de connexions

économiques avec des centres à l'étranger, ce qui est plus important dans l'économie de marché que les économies d'échelle et que la taille de l'agglomération. Au début des années 1990, les agglomérations qui étaient proches de l'Allemagne (seul pays limitrophe membre de l'UE alors) en étaient stimulées.

Les transformations géo-économiques font réapparaître un axe de développement formé de la ceinture régionale appelée marge occidentale pendant la période d'entre-deux-guerres, et qui va de Gdansk à Bydgoszcz en passant par Poznan et Opole. Ces régions montrent une structure sociodémographique semblable à celle d'avant-guerre, avec un fort pourcentage de population originaire de la région, ce qui renforce les réseaux locaux et régionaux, l'auto organisation sociale, et encourage l'épargne. C'est pourquoi ces régions ont le plus fort taux de croissance du PIB/hab., grâce à une agriculture productive, une économie performante et innovante, un emploi qualifié. Ces sous-centres se signalent par un bas niveau du chômage, des indices élevés de privatisation de l'appareil économique et une forte attractivité pour les flux d'IDE (Grzelak, 1993).

Deux aires semi-périphériques peuvent être distinguées au sud-ouest de la Pologne : la région de Wroclaw (qui doit son salut à une agriculture hautement productive) et celles du sud-est, qui étaient des régions négligées pendant le socialisme, sous-industrialisées. Elles ont ainsi évité les problèmes de la reconversion qu'a connus la Haute Silésie. Il existe d'autres types d'aires semi-périphériques : les marges, les régions en déclin, ou peu développées. Les marges sont les pôles de croissance des périphéries et peuvent à terme devenir des centres régionaux, à l'instar de Szczecin, Zielona Gora, situés près des frontières de l'UE, et Bialystok, près des marchés de l'est.

En revanche, certaines régions qui jouissaient d'une position dominante sous le socialisme ont perdu leur base économique et sont devenues des régions en déclin. Ce sont pour l'essentiel des centres d'industrie lourde. Parmi elles, on peut citer la région industrielle de Walbrzych, fonctionnant autour de l'industrie du cuivre, la Haute Silésie, hautement dépendante de l'extraction charbonnière et de la métallurgie, et l'agglomération de Lodz. En Haute-Silésie le bassin de main-d'oeuvre, quoique diversifié, était trop volumineux pour faire face aux défis de la transformation économique. Les indicateurs de la privatisation de l'appareil économique, du chômage, du produit régional par habitant placent la région plutôt en haut du classement national. Mais les problèmes de la Silésie sont d'ordre social plutôt qu'économique : ils résultent de la frustration d'une population foncièrement attachée à la culture de la mine, fondement de l'identité régionale. De plus la Haute Silésie n'est plus le *leader* économique et politique qu'elle était sous le socialisme. Łódź était un bastion textile, entré en récession au début des années 1990 à cause de la perte des marchés de l'Est. Comme d'autres régions dans son cas, elle montre des indicateurs économiques positifs, mais un niveau de chômage élevé. Les échanges

peuvent constituer une alternative à la production textile. Les régions sous-développées n'ont jamais appartenu à un centre économique. Il s'agit de la partie orientale de la Pologne (sauf les centres industriels et les villes) et de la Poméranie occidentale, dont la marginalisation a augmenté avec la faillite des fermes d'Etat, génératrice d'un chômage agricole de masse.

Centres et périphéries dans la Pologne du début du XXI^{ème} siècle

La structuration de l'espace économique polonais au début du XXI^e s. (jusqu'à 2015) dépendra de la capacité du pays à relever les défis de l'*européanisation*. Le scénario des transformations en cours et de la future organisation de l'espace est basé sur plusieurs hypothèses : le renforcement de l'économie de marché, la décentralisation de l'Etat, les bénéfices tirés de l'intégration européenne, le début de l'économie de marché dans les pays limitrophes orientaux (Russie, Ukraine).

Dans ces conditions, l'organisation spatiale dépendra de trois facteurs : l'éducation de la population, la qualification et la mobilité de la main-d'œuvre, l'accès aux technologies modernes et aux marchés. Dans les dix prochaines années, on pourrait assister à un transfert du centre économique de Varsovie vers la Grande Pologne et l'agglomération de Poznań, où pourrait se former un centre alternatif, qui serait dynamisé par le développement d'un axe Paris-Berlin-Varsovie-Moscou, structuré par des autoroutes. Berlin est appelée à devenir une grande métropole européenne, ce qui favorisera la Mazovie (Varsovie) et la Grande Pologne (Poznań), et placera les villes de Szczecin et Wrocław dans sa zone d'influence. Une autre marge dynamique pourrait se développer, sur le rebord septentrional des Carpates, entre Cieszyn (à la frontière tchèque), Bielsko-Biala, Nowy Sącz, Krosno et Sanok. Ses atouts sont de fortes densités de population et une longue tradition d'autonomie locale. Bielsko-Biala et Nowy Sącz sont ainsi des régions *leader* dans le processus de privatisation et d'attraction des IDE dès la première moitié des années 1990.

De nouvelles périphéries se développeront autour de Gdansk, Bydgoszcz, Opole et Wrocław. Leurs fonctions pourraient être concentrées sur une agriculture productive, compétitive sur le marché communautaire européen. Le reste du pays sera constitué de périphéries, de régions déclinées et sous-développées. Les régions frontalières occidentales perdront ce statut et deviendront des sous-centres régionaux, notamment Szczecin, connectée par voie d'eau et par autoroute à Berlin, dont elle pourrait devenir l'avant-port. Le transfert de la frontière de l'UE vers l'est pourrait entraîner le déclin de Białystok et la croissance de Grodno.

La plupart des régions déprimées, notamment les anciens bastions d'industrie lourde, vont stagner. Certaines ont quelques perspectives : la Mazurie et la région de Suwalki au nord-est ont de grandes potentialités touristiques. Les autres (Podlasie, Poméranie

occidentale, Pologne centrale et orientale) ont de faibles chances de développement. Les dynamiques analysées plus haut vont dans le sens d'une redéfinition des centres et des semipériphéries. Varsovie, dont le rôle avait diminué sous le socialisme, s'était affirmée comme nouveau centre au début de la transformation structurelle. Son maintien en tant que centre principal dépendra de sa capacité à relever le défi de la modernisation, à acquérir des caractères métropolitains.

L'espace européen prend forme selon un processus d'intégration régionale, qui nécessite de bonnes conditions d'accessibilité aux biens et aux services, jusque dans les petites villes, qui jouent un rôle important dans le développement régional, en abritant des instituts scientifiques, de recherche, des universités. Les villes sont des lieux d'innovation impulsant l'efficacité et la compétitivité de l'économie régionale et nationale (Foucher, 1997). P. Treuner et M. Foucher (1997) considèrent que la création d'un réseau de centres locaux est une condition nécessaire à la formation du nouvel espace européen, que ceux-ci doivent connecter les régions de la dorsale européenne aux périphéries de l'UE - y compris l'Europe centrale - très variées, dotées de potentialités économiques asymétriques. Ainsi les nouvelles périphéries comme les pays post-socialistes rejoindront les anciennes (l'Irlande, l'Ecosse, le sud de l'Espagne, le Portugal), lesquelles ont pu, grâce à l'UE, améliorer leur connexion avec la dorsale. Est-ce que les nouveaux pays, avec leurs pôles de croissance parviendront à rejoindre le réseau de villes européennes ?

LES VILLES POLONAISES EN EUROPE

Les villes européennes, avec leur diversité, leur identité culturelle propre, sont entrées dans une nouvelle étape de leur développement, qui les fait sortir de leur paradigme weberien. Unies dans un réseau connecté, elles forment un ensemble polycentrique mais dans lequel subsistent des régions urbaines et des conurbations incertaines. Les nouveaux espaces urbains de la dorsale européenne créent des aires économiques hautement compétitives dans l'économie globale (Communauté européenne, 1999). Les villes éloignées des métropoles et de cette aire intensément urbanisée encourent un risque de marginalisation.

L'identité urbaine polonaise

La plupart des processus annonçant une nouvelle étape dans le développement urbain polonais (en particulier l'acquisition de fonctions métropolitaines) sont en place, mais faiblement amorcés. Dans un contexte de civilisation agraire et industrielle, la Pologne est encore loin d'un niveau de forte urbanisation nécessaire à ce stade de développement : ses villes ont des origines

européennes mais leur trajectoire a suivi le modèle ouest-européen seulement dans la partie nord et ouest du pays jusqu'à la 2^{ème} Guerre Mondiale. Ailleurs, les conditions culturelles, politiques et économiques étaient défavorables à l'essor urbain.

Ainsi la Pologne est un pays faiblement et très diversement urbanisé. Le taux d'urbanisation est de 70% en Haute et en Basse Silésie (et la part d'agriculteurs dans la population active y est inférieure à 15 %), alors que dans les provinces orientales (Sainte-Croix, voïvodie de Lublin, Sous-Carpates), moins de la moitié de la population est urbaine et 50% des actifs sont employés dans l'agriculture. Le mode d'industrialisation des années 1950-1975 n'avait pas résorbé les contrastes de l'urbanisation, mais créé les bases économiques pour l'essor de villes non compétitives dans l'Europe d'aujourd'hui : la part des échanges extérieurs et des services dans le PNB en Pologne est la plus faible de tous les pays entrés dans l'UE en 2004.

Par ailleurs, trop de villes sont mono-industrielles et souffrent de ce fait d'un fort chômage structurel. Les conséquences de ces héritages n'ont pas disparu pendant la période de transformation, malgré un fort développement des services ; elles ont limité l'accroissement des fonctions d'échanges et d'innovation des villes et bridé la demande en services.

Les villes polonaises dans le système urbain européen

Au début des années 1990, selon P. Hall (1990), aucun des pays à l'est de l'Elbe n'était européen selon des standards économiques. Parmi toutes les villes polonaises, seule Varsovie était considérée comme une métropole, mais de rang secondaire, rivalisant avec Budapest et Prague (Kuklinski, 2000 ; Lever, 2000). Elle pourrait être la seconde zone d'investissements en Europe centrale après Berlin (à condition de se doter de nouveaux ponts sur la Vistule, de développer l'aéroport, et de construire des hôtels, des bureaux, etc.), ce qui pourrait soutenir la capitale polonaise dans cette course à la compétitivité. Varsovie est en train d'acquérir une structure spatiale et des fonctions de type métropolitain.

D'autres villes, comme Cracovie, Poznan, Wroclaw, Gdansk ont un poids régional et peuvent demeurer sous l'influence de métropoles étrangères (Ziobrowski, 2002). Poznan et Wroclaw rivalisent pour la seconde place, qui était tenue par la première jusqu'à 2002, grâce à sa position sur l'axe est-ouest Berlin-Varsovie (Lever, *ibid.*). Mais Wroclaw a un centre taillé pour une grande ville et de grandes perspectives de développement spatial : elle pourrait devenir une métropole. Cracovie, nommée capitale européenne de la culture en 2002 a renforcé ses fonctions métropolitaines (culture, recherche, échanges). La Triville (Gdansk, Gdynia, Sopot), dont les deux premières composantes ont acquis une notoriété avec l'ascension du mouvement

Solidarnosc après 1980, pourrait elle aussi s'affirmer comme métropole régionale d'ici 2020, grâce à sa situation littorale (Parysek, 2004). Les recherches menées sur les dynamiques régionales ont conclu à la stagnation des relations entre les agglomérations polonaises et à l'absence de dynamiques de conurbation (Kucinski *et al.*, 2002).

Les défis de la ville polonaise

Mais les plus grandes villes sont soumises à des transformations sociales et économiques profondes : naissance de CBD, construction de centres commerciaux périphériques, modernisation des infrastructures de circulation, création d'aires de stationnement, changement des types d'architecture résidentielle (se démarquant fortement des types socialistes), suburbanisation de l'habitat, réhabilitation de bâtiments historiques (habitat, friches industrielles, bâtiments militaires). Ainsi, la ville polonaise tend à se rapprocher dans sa structuration spatiale et fonctionnelle de la ville européenne, dans un processus long et semé d'embûches (Parysek, *ibid.*). Celui-ci peut s'accélérer avec l'intégration européenne.

Compte tenu du manque de capitaux présents dans les villes polonaises, et de la dissymétrie de niveau de vie entre la Pologne et l'Europe occidentale, la modernisation pourrait s'appuyer sur des facteurs externes - à condition que le pays s'ouvre au système global. Les villes polonaises doivent rivaliser avec leurs homologues européennes pour attirer capitaux et emplois. Puisque les ressources en capitaux endogènes manquent, le recours aux IDE s'impose. Or selon S. Sassen (1994), dans le marché global, les flux de capitaux, plutôt que d'alimenter des investissements *ex nihilo* se concentrent sur des profits réalisés sur de l'existant. La part de la Pologne dans la valeur globale de l'IDE est supérieure à celle qu'elle a dans le produit mondial. Pour attirer les IDE, les villes polonaises disposent d'une main-d'œuvre qui n'est pas totalement employée : le taux d'activité en Pologne était de 56% en 2002, de 8 points inférieur à la moyenne de l'UE-15. Mais le niveau d'éducation est plus faible malgré les efforts vigoureux en la matière : la part de la population ayant un niveau d'études supérieures n'excède pas 17% (et 33% pour les études secondaires). En outre, le système éducatif du secondaire ne correspond pas aux besoins de l'économie moderne.

Les ressources humaines des villes polonaises sont menacées par une stagnation démographique générale, due notamment à la baisse de la fécondité et au vieillissement de la population - un phénomène commun à l'ensemble des villes européennes. Lorsque les marchés du travail de l'Ouest s'ouvriront aux travailleurs de l'Est, ceux-ci pourront contribuer à la croissance démographique à l'Ouest, qui dépend déjà à 75% des flux migratoires, ce qui n'arrangera pas la situation démographique

des villes de Pologne. On peut alors se demander si la période de transition, pendant laquelle l'émigration de main-d'œuvre qualifiée était freinée sera assez longue pour permettre aux villes polonaises de conserver leurs ressources humaines. Outre ce désavantage démographique, commun à bien d'autres pays en Europe, les villes polonaises sont soumises à des problèmes particuliers. Du point de vue socio-culturel, elles n'ont jamais occupé une position dominante, à cause de la culture traditionnelle nobiliaire et rurale. D'autre part, très peu d'entre elles montrent une continuité sociale, la plupart ayant été ravagées pendant la dernière guerre. Enfin les élites intellectuelles et politiques, la classe moyenne y sont faiblement représentées (Furman, 2004).

L'urbanisme de ces villes est marqué par les destructions endurées pendant les deux Guerres mondiales, le manque d'entretien après 1945, le retard de l'urbanisation sur l'industrialisation, l'inadéquation entre les structures existantes et les besoins des nouvelles fonctions et de la population aujourd'hui. Dans quelle mesure les villes sont-elles préparées aux défis des transformations structurelles ? Un chaos spatial se développe à cause des relations instables entre investissements publics et privés.

Le manque de logements n'est pas résorbé, et restreint la mobilité de la main-d'œuvre, ce qui entretient le chômage structurel. Environ 100 000 ha seraient nécessaires pour construire les millions de logements dont les villes polonaises ont besoin pour se rapprocher des standards européens. La situation est en effet alarmante : plus de 20% des logements ont été construits avant 1945 et ceux de la période 1950-1960 sont en mauvais état. Or l'industrie du bâtiment a connu une récession sévère. Enfin les conditions de circulation désavantagent les villes polonaises, à la fois pour les liaisons inter-urbaines et celles qui les connectent avec l'étranger. Les infrastructures intra-urbaines publiques et privées sont déficientes : elles contribuent à déprécier la valeur du territoire polonais et entravent la création d'un espace européen intégré et compétitif.

Pour obtenir des fonds structurels nécessaires à ces aménagements, les villes polonaises doivent collecter des prêts pour financer les investissements, créer les institutions et les instruments d'une politique régionale, établir des partenariats public-privé. La place de la Pologne dans l'économie mondiale dépendra de celle des villes polonaises dans le réseau métropolitain global. Pour l'instant, Varsovie seule est visible parmi les métropoles européennes, mais sa position est menacée par des retards structurels, son chaos urbanistique et le sous-développement des fonctions métropolitaines.

Régions (voïvodies)	Rang			
	PIB/hab	Taux de chômage	Taux de croissance du PIB/hab (1998-2002)	Population
Basse Silésie	232	227	22	37
Couïavie-Poméranie	241	229	103	73
Voïvodie de Lublin	252	199	219	64
V. de Lubusz	240	233	129	178
V. de Lodz	243	216	215	46
Petite Pologne	242	171	115	36
Mazovie	205	161	17	12
V. d'Opole	244	200	95	169
Sous-Carpates	251	217	233	70
Podlasie	250	196	88	149
Poméranie	233	210	66	66
Silésie	228	173	111	12
Sainte-Croix	248	224	59	138
Varmie-Mazurie	249	242	213	125
Grande Pologne	230	177	48	34
Poméranie occidentale	235	237	89	96

Rang des régions polonaises par rapport au 52 NUTS d'Europe

Conclusion

La place des régions polonaises par rapport à leurs homologues européennes est défavorable. Le tableau 1 indique la position des 16 voïvodies polonaises par rapport aux 252 unités NUTS-2 en Europe selon quatre indicateurs. Certes, la croissance du PIB/hab sur la période 1998-2002 et le taux de natalité montrent des signes d'amélioration, mais les indicateurs du chômage et du PIB/hab demeurent médiocres.

On peut souligner que parmi les dix régions européennes les plus pauvres, sept se trouvent en Pologne. Ce sont les voïvodies de Lublin, des Sous-Carpates, de Podlasie, de Varmie-Mazurie, de Sainte-Croix, d'Opole et de Lodz. La région la plus riche, la Mazovie, n'atteint que 24,4% du PIB/hab de la région la plus riche (le Grand Londres) (Strahl, 2004). L'intégration européenne ouvre de nouvelles opportunités, mais comporte des défis pour le pays et ses régions. La pression de la compétition s'accroît entre les régions, les villes et les entreprises. Le bilan de l'intégration dépendra de leur adaptation aux nouvelles conditions ; c'est pourquoi cette intégration peut être dite *en cours*.

La Pologne a atteint les 40% de PIB/hab en PPA par rapport à la moyenne de l'UE-15, et contribue fortement à l'accroissement des écarts régionaux européens : de 1 à 5 dans l'UE-15, ils sont désormais de 1 à 10 dans l'UE-25. La phase de transformation post-socialiste a accéléré la différenciation régionale en Pologne, le rythme du changement étant supérieur dans les régions fortement urbanisées. Pour synthétiser, on peut retenir les tendances majeures suivantes :

1 - La taille de la ville ne détermine pas en soi les perspectives de son développement (Jałowicki, *op. cit.*). Seules celles qui ont une base économique diversifiée, des structures de formation, une population qualifiée, et qui sont bien

reliées à l'Europe (notamment Varsovie, Poznań, Cracovie, Wroclaw et la conurbation côtière) peuvent prétendre jouer un rôle dans la compétition économique mondiale.

2 - La dichotomie traditionnelle est-ouest, en place depuis le Moyen Âge, accentuée par les partages de la Pologne, est toujours visible dans les structures spatiales du pays. Les régions en retard dans l'est polonais se sont montrées moins armées pour affronter la transformation postsocialiste, à cause de leurs retards hérités et de leur manque de centres métropolitains. Elles sont prises dans un cercle vicieux : leur faible potentiel entrave leur développement, et la demande extérieure ne parvient pas à augmenter leur compétitivité. Seule une aide extérieure pourrait briser cette spirale, par l'amélioration du climat entrepreneurial ainsi que des infrastructures de circulation et d'éducation. Ce rattrapage serait stimulé si la demande des républiques postsoviétiques renaissait (Gorzela, 2003).

3- La Pologne a apporté à l'UE des régions devenues perdantes à cause du basculement du modèle économique dominant, notamment la conurbation de Haute Silésie. Leur reconversion actuelle, de l'industrie lourde vers l'automobile, n'est pas cohérente économiquement ni socialement. Toutes les mines et entreprises sidérurgiques qui ont été liquidées étaient concentrées dans le cœur de la conurbation, alors que les nouveaux investissements sont dispersés dans sa périphérie. Ceux-ci ne résorbent donc pas les poches de chômage les plus sensibles. Le phénomène de dépérissement des centres urbains que connaissent les villes européennes pourrait donc bien se produire ici à l'échelle de toute la conurbation. Là encore, l'Etat polonais n'aura pas les ressources suffisantes pour résoudre ces problèmes sans des aides de l'Union : la revitalisation de la Silésie est un défi régional non seulement pour la Pologne, mais pour toute l'UE. Et l'enjeu dépasse de loin la simple reconversion des principales branches de l'industrie silésienne (Gorzela, *ibid.* ; Kuklinski, *op. cit.* ; Szajnowska-Wysocka, 2002).

La métropolisation en Pologne : le fonctionnement et l'avenir des espaces métropolitains polonais

Robert Pyka, article publié le 15/05/2012 dans *Metropoles*

A. La métropolisation dans l'espace des villes et agglomérations polonaises

Même si la globalisation nous apparaît comme un phénomène essentiellement virtuel, propre à des images tirées des médias et qui renvoie au « spectacle de la globalisation », il existe des endroits où elle entre dans la réalité locale et modifie la structure spatiale et physique dans laquelle ses habitants évoluent. Il s'agit des agglomérations et des métropoles qui, touchées par les effets de la mondialisation, se détachent partiellement de leurs régions et se rallient à d'autres agglomérations et au système mondial au travers d'interactions et d'échanges comme par les fils d'une toile d'araignée. La problématique de la métropolisation n'est devenue un véritable enjeu dans le débat public polonais qu'au début du 21^{ème} siècle. Dans les documents officiels relatifs aux projets d'aménagement du territoire, la notion de métropole est apparue pour la première fois en 2001. Depuis lors, cette problématique réapparaît à chaque fois qu'il est question de l'organisation territoriale et du développement du pays.

La chute du régime communiste, la démocratisation progressive ajoutée à l'ouverture sur un monde en pleine globalisation ont fortement affecté la structure urbaine polonaise. Avant 1989, les principaux acteurs de la production de l'espace des villes et de leur aménagement étaient l'Etat et les organes du parti communiste. Les grandes sociétés nationales de construction et de l'industrie gonflées par la priorité accordée à l'industrialisation bénéficiaient d'une large autonomie et servaient souvent des intérêts sectoriels et privés au détriment des autres usagers de l'espace public. Paradoxalement, le rôle des urbanistes et planificateurs s'est alors affaibli. Avec l'arrivée de la transformation politico-économique des années 90, l'espace des villes polonaises est passé du registre politique au registre économique. Les collectivités territoriales, et la commune d'abord, sont devenues propriétaires des terrains nationalisés sous l'ancien régime. La horde d'investisseurs occidentaux et la relative faiblesse des collectivités territoriales mènent au chaos et à une fabrication incontrôlée de l'espace urbain (Jałowicki, 2000).

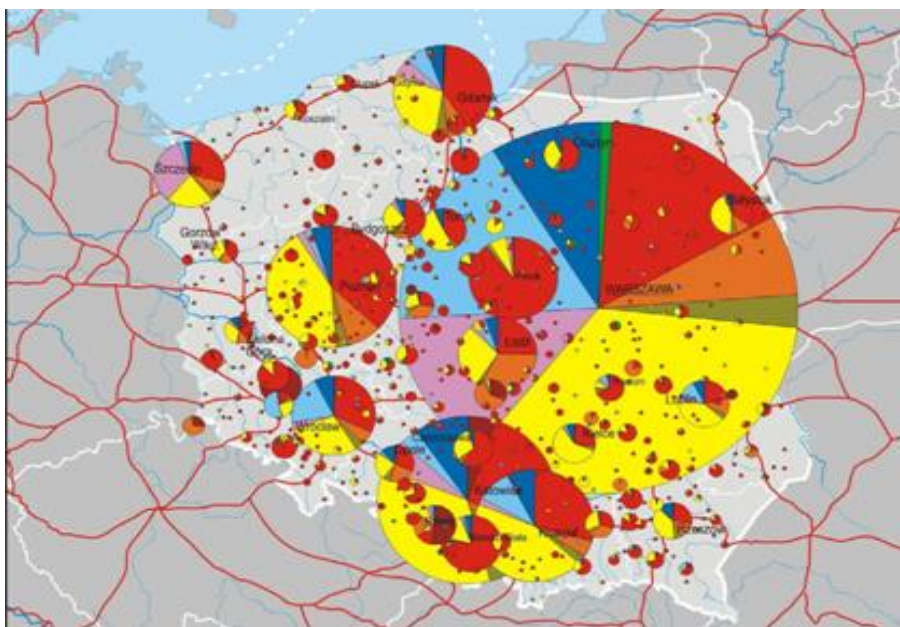
Après la démocratisation et l'ouverture sur l'économie de marché, les trajectoires urbaines ont changé et les villes qui rayonnent ne sont plus les mêmes. Grâce au capital territorial et à un patrimoine urbain de qualité soutenus par le marketing territorial, certaines villes comme Cracovie, Wrocław, Poznań et bien évidemment Varsovie ont connu un développement considérable. D'autres villes comme celles de la conurbation silésienne (Katowice, Gliwice, etc.) ont d'abord dû faire face à la

transformation postindustrielle pour connaître une croissance très importante dans les premières années du 21^{ème} siècle. En outre, la réforme territoriale de 1999 a privé un nombre très important de villes polonaises du statut de chef-lieu de leur voïvodie (province), dont le nombre a chuté de 49 à 16. Les fonds de préadhésion de l'Union Européenne, ainsi que l'accès aux fonds structurels et au fond de la cohésion des Communautés après l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne en 2004, ont accéléré la modernisation et le développement des villes polonaises.

Le système territorial polonais possède un caractère polycentrique, la population urbaine constitue 61,2 % de la population totale ; elle se répartit dans 889 villes dont seules 17 dépassent le seuil des 200.000 habitants et constituent 20,9 % de la population urbaine. Elles sont principalement concentrées dans la partie occidentale du pays. Plus d'un tiers de la population urbaine réside dans des villes qui comptent entre 20 et 100 000 habitants. (Smętkowski, Jałowicki, Gorzelak, 2008).

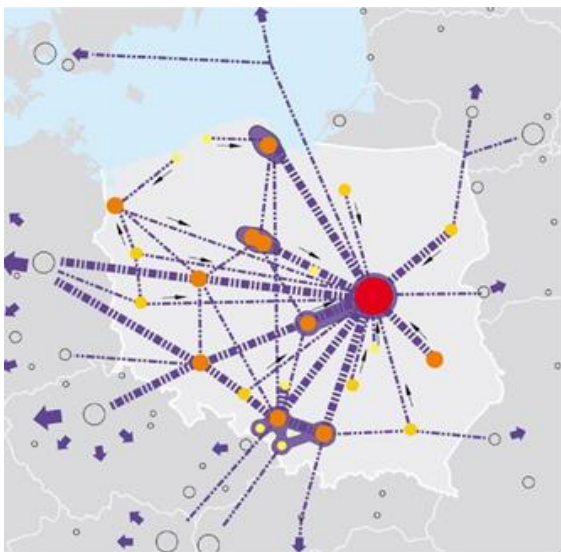
La métropolisation constitue une notion complexe renvoyant à plusieurs processus qui, s'ils sont conjugués, mènent à l'émergence d'espaces métropolitains. Parmi ces processus, on peut citer la concentration de la croissance économique et des emplois de haute qualité, ce qui se traduit par un niveau important de revenus des sociétés et de PIB par km².

Carte n° 1 Structure des revenus des 100 000 principales entreprises en Pologne



Source : P. Śleszyński, „Gospodarcze funkcje kontrolne w przestrzeni Polski”, „Prace Geograficzne”, Instytut Geografii i Przestrzennego Zagospodarowania PAN, Warszawa 2007 (dans : *La conception d'aménagement du territoire du pays pour 2030*, Projet de document gouvernemental destiné à des consultations sociales, Ministère du développement régional, Varsovie, 25 janvier 2011, p. 66).

Dans les métropoles on fabrique moins de produits, ce qui fut propre à l'ère industrielle, mais on propose avant tout des services et des informations. On y trouve ainsi des sièges centraux de banques, des corporations multinationales, des sociétés des secteurs de la consultance, de la publicité et des relations publiques. Les métropoles sont également des endroits de production de la connaissance où apparaissent les innovations grâce à une concentration de centres de recherches, de clusters et autres structures propres à l'économie de la connaissance. La multiplication des flux et des réseaux à l'intérieur de l'espace métropolitain est une caractéristique supplémentaire du processus de métropolisation. Cela se traduit par une augmentation de la mobilité spatiale des individus, qui nécessite la création d'un système de transports efficace intra- et inter-métropolitain.



Carte n° 2 Liens fonctionnels entre les principales villes polonaises en 2010

Source : *La conception d'aménagement du territoire du pays pour 2030*, Projet du document gouvernemental destiné à des consultations sociales, Ministère du développement régional, Varsovie, 25 janvier 2011.

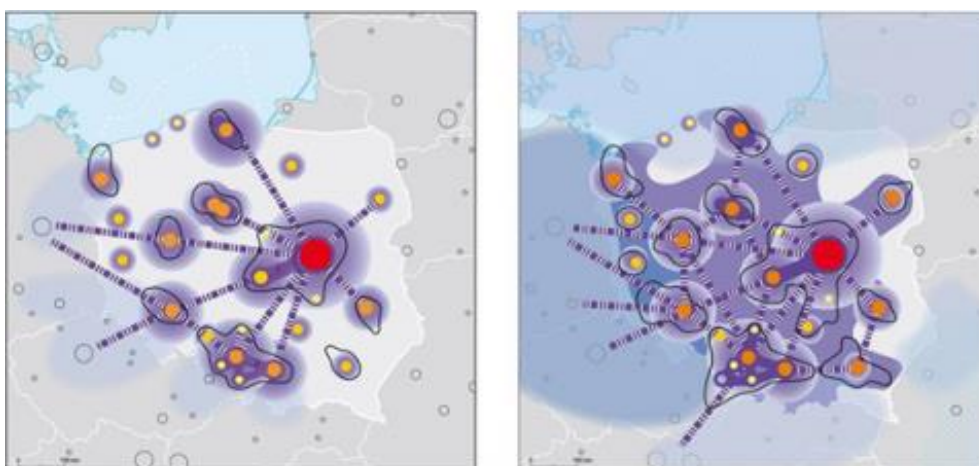
Parmi les phénomènes liés à la métropolisation, on trouve également la fragmentation et la privatisation de l'espace de l'agglomération qui entraînent une polarisation de la structure sociospatiale à l'intérieur de la métropole et dans son espace environnant. Les villes-centres se transforment en grands espaces de bureaux avec des points de services pour les employés et leurs clients. Outre la classe métropolitaine qui développe une consommation de luxe et favorise l'installation des équipements métropolitains (centres de loisirs, cinémas, salles de concerts, magasins de luxe), on observe un problème d'exclusion sociale qui s'étend dans certains groupes qui s'installent dans les banlieues notamment, ce qui renforce aussi le sentiment d'insécurité (Smętkowski, Jałowiecki, Gorzelak, 2008).

Les centres métropolitains polonais étant à présent identifiés, il serait judicieux d'examiner le rayonnement et d'indiquer les périmètres sur lesquels la ville-centre agit en créant un espace métropolitain fonctionnel. S'appuyant toujours sur les mêmes

recherches de Smętkowski, Jałowicki et Gorzelak, pour mieux cerner le territoire de la métropolisation autour du centre métropolitain, on peut envisager l'influence du centre sur son espace voisin par le biais de leurs échanges démographiques et économiques. On a ainsi pris en considération entre autres sur le plan démographique des indicateurs comme la densité de population et le flux migratoire, alors que sur le plan économique on a envisagé le nombre d'entreprises à capital polonais et à capital étranger et sa dynamique dans le temps ainsi que les revenus fiscaux des communes. [...] Les résultats confirment l'existence de 7 espaces métropolitains forts dont les deux plus importants, ceux de Varsovie et de la Conurbation Silésienne, qui dépassent en termes de population les 2,5 millions d'habitants [...].

En ce qui concerne l'avenir, le gouvernement polonais a présenté début 2011 un projet de Conception d'Aménagement Territorial du Pays pour 2030. Ce document stratégique actuellement en phase de consultation détermine les orientations et les priorités du développement du territoire polonais dans le contexte européen et prend réellement en compte le processus de métropolisation ainsi que le rôle des métropoles dans le développement du pays. Dans ce projet, le gouvernement prévoit l'existence de 12 métropoles nationales et 12 centres subrégionaux qui constitueront ensemble une « Métropole polycentrique en réseaux » reliée aux réseaux des métropoles européennes (Wroński, 2011). Le document en question parle d'intégration du territoire de la Pologne par la création d'un réseau de communication et de transports (autoroutes et TGV) entre les principales villes métropolitaines et les centres subrégionaux. Le gouvernement veut soutenir le développement des fonctions métropolitaines des villes polonaises et favoriser l'intégration de leurs territoires fonctionnels par des investissements stratégiques et une politique intégrée d'aménagement.

Carte n° 4 Orientation d'intégration de l'espace de la Pologne en 2010 et en 2030



Source : *La conception d'aménagement du territoire du pays pour 2030*, Projet de document gouvernemental destiné à des consultations sociales, Ministère du développement régional, Varsovie, 25 janvier 2011, p. 44.

B. La gestion des espaces métropolitains dans les conditions de l'organisation territoriale polonaise

La conscience de la complexité et de la dynamique du processus de métropolisation, ainsi que de ses avantages et de ses coûts sociaux importants, favorise la recherche de moyens institutionnels et organisationnels permettant une gestion intégrée et équilibrée des espaces métropolitains. L'objectif principal consiste à minimiser voire supprimer les effets négatifs plus ou moins issus des stratégies et des actions du nombre très important d'agents [...]. La nécessité du développement des structures gestionnaires et le niveau de leur formalisation dépendent principalement de quelques facteurs primordiaux comme l'état d'avancement de la métropolisation ou le résultat des incompatibilités possibles entre l'organisation territoriale institutionnelle (les collectivités territoriales), et les territoires fonctionnels propres aux espaces urbains subissant la mondialisation. Plus l'écart entre les deux réalités, institutionnelle et fonctionnelle, est important, plus le besoin d'outils formels de gestion augmente. Le facteur intermédiaire qui peut limiter les rouages de ce mécanisme renvoie à la capacité de coopération, d'auto-organisation d'une communauté, donc au niveau du capital social territorial. La confiance et l'importance du capital social peuvent limiter la nécessité de l'institutionnalisation ce qui favorise l'apparition de la gouvernance métropolitaine, donc de mécanismes plus souples de gestion et de coordination des politiques urbaines. Au contraire, un déficit de confiance et de capital social nécessiterait l'émergence d'un système de gouvernement urbain fortement institutionnalisé. Dans la situation d'inertie du système institutionnel, l'apparition de la gouvernance ou bien du gouvernement urbain passe principalement par le développement de la coopération intercommunale qui, sans toucher aux anciennes structures territoriales, crée des instances nouvelles sur une autre échelle.

Structure administrative et découpage territorial de la Pologne

La République de Pologne, comme la République française, est un pays unitaire sans tradition fédéraliste, aux dérives parfois centralistes.

Une des premières réformes introduites après la chute du « communisme » en Pologne consistait à reconstruire la démocratie locale en commençant par le rétablissement des collectivités territoriales communales. Toutefois, il a fallu attendre près de dix ans pour que la structure territoriale et administrative du pays prenne sa forme définitive. En 1997, la nouvelle constitution promulguée de la 3^{ème} République Polonaise a maintenu le caractère unitaire de l'organisation de l'Etat et l'autonomie des collectivités territoriales ayant droit au regroupement. C'est finalement le 1^{er} janvier 1999 que la réforme dite « de la décentralisation », introduisant le découpage territorial à trois niveaux, est entrée en vigueur.

Les 2 489 communes polonaises réparties sur un territoire de presque 313 000 km² comptent en moyenne 15 000 habitants et constituent l'unité administrative de base. Celle-ci doit subvenir aux besoins de ses habitants et agir en son nom propre et sous son entière responsabilité. [...] Suivant la règle de la subsidiarité, la commune réalise des tâches propres qui ne sont pas réservées à d'autres entités territoriales, mais elle assume également des compétences qui lui sont transférées par l'Etat qui, lui, est tenu d'en assurer les ressources financières. Parmi les compétences propres de la commune, on trouve la voirie locale, la gestion de l'eau et des déchets, l'aménagement du territoire, le logement, l'enseignement primaire, les transports locaux, la protection de l'environnement et des espaces verts.

Le Powiat (district), qui est souvent aussi nommé « département », constitue une collectivité territoriale intermédiaire entre la commune et la région, qui n'a pas véritablement d'équivalent parmi les collectivités françaises. Elles sont au nombre de 380 (regroupant en moyenne 6 communes), dont 65 constituent des villes qui réunissent les compétences des communes et des districts fonctionnant sur le registre d'« intitulation communale » (commune avec le droit de district). [...] Les compétences des districts concernent les domaines qui dépassent les moyens et les possibilités des communes comme l'aide sociale, la santé publique (hôpitaux), la politique familiale, l'emploi, l'éducation publique (enseignement secondaire) et la voirie.

Les 16 régions polonaises (Voïvodies) qui ont remplacé les 49 régions existaient avant la réforme de 1999 forment le niveau le plus élevé dans le découpage territorial polonais, étant à la fois le siège des pouvoirs régionaux décentralisés et du pouvoir déconcentré de l'Etat. [...] Les compétences propres des régions polonaises concernent les actions de développement et de soutien économique (adoption des stratégies régionales de développement), la protection du patrimoine naturel et culturel, la gestion des fonds structurels européens, l'enseignement supérieur, certains services de santé publique et des services sociaux, la gestion de la voirie régionale, la protection de l'environnement, etc.

A la région polonaise siège également le représentant de l'Etat, le Voïvode, qui est nommé directement par le Premier ministre et dont le statut pourrait correspondre à celui du Préfet en France (Gadek 2003).

Demandons-nous, ici, si la structure administrative et le découpage territorial actuels en Pologne sont à même d'assumer la métropolisation. La réponse doit toucher deux niveaux de réalité : les compétences des collectivités existantes ainsi que la relation entre leurs territoires administratifs et les territoires fonctionnels des espaces métropolitains. Même si les communes polonaises, statistiquement 8 fois plus importantes que les communes françaises, disposent des moyens et des compétences leur permettant la gestion de leur espace par la détermination d'un plan d'aménagement du territoire, leurs

limites administratives ne sont pas suffisamment larges pour inclure les territoires des métropoles. Même dans le cas des villes étant à la fois les chefs-lieux des Districts (Powiat) qui s'étalent sur plusieurs communes voisines (ce qui est entre autres le cas de Wrocław et de Poznań) leurs territoires administratifs restent trop limités, sans parler des compétences étroites de ce niveau de collectivité territoriale. Il est peu probable que des réformes administratives interviennent pour changer cela. On peut dès lors parler d'inertie du système puisque, hormis la réforme introduisant le suffrage universel des maires en 2002, il n'y a pas eu de réforme territoriale importante en Pologne depuis 1999. [...]

La coopération intercommunale

Les conditions de développement de la coopération intercommunale en Pologne sont autres qu'en France. Le problème de l'émiettement communal comparable à celui de la France n'existe presque pas ou est fortement assoupli par le niveau intermédiaire du découpage territorial que sont les districts polonais. Néanmoins, la Pologne est exposée aux mêmes défis que tous les autres pays européens désignés par la globalisation, qui favorise des flux, des coopérations et des groupages de tous genres afin d'obtenir une meilleure efficacité, visibilité, et donc une meilleure position dans le jeu mondial. Cela signifie qu'une coopération intercommunale réussie, en particulier dans le milieu des grandes agglomérations et conurbations polonaises concernées par la métropolisation, constitue une urgence pour la politique territoriale polonaise. Elle n'est cependant pas à l'agenda pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons plus tard.

Dans l'état juridique actuel en Pologne, toute coopération intercommunale se base d'abord sur la Constitution qui [...] stipule que « Les collectivités territoriales ont le droit de s'associer » suivant les règles que précise la loi. Cette loi est aujourd'hui principalement celle des collectivités territoriales communales de 1990 qui favorise en particulier les syndicats des collectivités à vocation bien limitée. La loi de 1990 prévoit que les communes ont le droit de composer des ententes, des syndicats et des associations. [...] Les communes peuvent donc créer des syndicats, dont l'objectif, inscrit dans le statut, consistera en réalisation par leur ensemble des tâches publiques. Il s'agit ici des tâches qu'une commune (ou ses instances) ne sont pas en mesure de réaliser. L'adhésion au syndicat intercommunal est volontaire et l'obligation ne peut provenir que d'une loi issue du parlement. La commune prévient le Voïvode (« Préfet ») de sa volonté d'adhésion au syndicat et la décision d'adhésion est votée par le conseil communal à la majorité absolue. Le statut du syndicat précise son nom, son siège, ses participants, ses objectifs et ses fonctions, sa structure et ses organes, ainsi que ses sources et son mode de financement etc. Précisons que, dans la structure organisationnelle, le syndicat intercommunal ne peut pas constituer une instance supérieure aux communes et ne peut par exemple pas lever d'impôts propres. [...] Le syndicat acquiert la personnalité juridique

après l'enregistrement et la publication de son statut par le Voïvode dans le journal officiel de la région (Kurowska, 2010).

Il est certain que le cadre formel de la loi de 1990 ne répond plus aux besoins du développement de grands territoires fonctionnels qui ne peuvent pas encore être gérés de manière cohérente d'un côté, en favorisant le développement des fonctions métropolitaines de ces espaces et, de l'autre, en contrôlant les effets pervers de la métropolisation comme l'étalement urbain par exemple. Les syndicats intercommunaux ne peuvent pas constituer des instances supérieures aux communes membres. Le cadre juridique actuel ne permet pas non plus aux syndicats de lever des impôts locaux et ne prévoit pas d'incitations financières qui pourraient favoriser le regroupement des communes. Les syndicats intercommunaux polonais se financent par les contributions modestes des communes membres. En conclusion, le nombre officiel des syndicats intercommunaux menés par Le Ministère de l'Intérieur polonais se montait, au 31 décembre 2010, à 301 dont deux constituaient des syndicats de districts (*Powiat*) et qui dans leur majorité avaient des compétences assez limitées.

L'avenir incertain des « Métropoles » polonaises

Sur la base de ces éléments, on constate que ni le système territorial dans sa structure actuelle, ni l'intercommunalité dans sa formule réduite aux syndicats volontaires à vocations limitées, ne permettent d'identifier une réelle métropolisation en Pologne. Dans le contexte de l'inertie du système administratif territorial, il est apparu que la voie la plus efficace pour l'adoption de solutions adéquates passerait par une loi sur les métropoles qui [...] permettrait l'apparition d'instances du gouvernement d'agglomération par l'intermédiaire de l'intercommunalité avancée. Malgré les débats [...] on n'a toujours pas adopté de loi qui ouvrirait la voie à l'intercommunalité d'une nouvelle génération répondant aux problèmes des territoires fonctionnels des agglomérations et conurbations polonaises, comme c'était le cas en France avec la loi de 1966 et bien évidemment avec la loi Chevènement de 1999. Les travaux sur le projet de la « loi d'agglomération » (*ustawa aglomeracyjna*) ont commencé en Pologne depuis 2006 et se trouvent aujourd'hui au point mort.

Entre 2006 et 2010 on a vu au moins deux projets de loi concernant le règlement du fonctionnement des grandes agglomérations, dont le dernier pouvait être comparable aux dispositions françaises car il prévoyait trois échelons de coopération intercommunale (ensemble urbain, espace métropolitain et ensemble métropolitain). Ce projet ne parlait d'un regroupement obligatoire que pour les espaces urbains comptant une population de plus de 2 millions d'habitants et une densité d'au moins 200 habitants au km² ou pour les ensembles fonctionnels d'au moins trois villes, ce qui en réalité ne concernait dans le cas polonais que Varsovie, l'agglomération silésienne (Métropole Silesia) et l'agglomération

de Gdansk-Gdynia-Sopot au nord du pays. Le processus d'examen de cette loi a été interrompu dans la Commission Commune du Gouvernement et des Collectivités Territoriales.

Le problème avec la loi d'agglomération en Pologne provenait entre autres du fait que, lorsque la notion de Métropole est officiellement apparue dans les textes de loi, de nombreuses villes plus ou moins grandes ont revendiqué ce statut considéré comme un anoblissement et un bon outil de marketing territorial attirant les investisseurs donc garantissant le développement économique. Ces luttes pour gagner le label de métropole n'ont fait que renforcer le *statu quo* des travaux législatifs sur la loi d'agglomération.

En 2010, une autre initiative, locale cette fois, a vu le jour partant du constat que s'il n'était pas possible de mettre en place un dispositif au niveau national, il serait néanmoins intéressant de disposer d'une loi ne portant que sur la conurbation silésienne où l'absence de dispositif de gestion métropolitaine se présente comme le plus flagrant. Il s'agit donc d'une initiative législative de députés et eurodéputés silésiens de Plateforme Civique qui est le parti de la majorité gouvernante, concernant la création d'un District Métropolitain de Katowice. Même si ce projet a reçu un soutien formel de la part de l'Union des Métropoles Polonaises, le projet de cette loi n'a toujours pas abouti au parlement polonais.

On constate ainsi en Pologne une situation de blocage au niveau du développement d'une intercommunalité fédéraliste dont les raisons sont multiples. D'abord, [...] la taille relativement moyenne des communes polonaises ne fait pas de leur regroupement un enjeu politique important [...]. Cela explique la divergence des intérêts des collectivités territoriales polonaises, dont les plus petites perçoivent la loi « d'agglomération » comme une menace relative au développement déséquilibré du territoire national à leur détriment. Par conséquent, elles n'accepteraient pas « la carotte » financière incitant au groupement. Cela explique sûrement le blocage du projet de loi à la Commission Commune du Gouvernement et des Collectivités Territoriales, commission présidée par le parti populaire représentant le milieu rural et membre de la coalition du gouvernement.

D'autres causes de la présente situation combinent des facteurs historiques et structurels, à savoir les tendances centralistes issues de l'histoire du partage de la Pologne et de son passé communiste [...]. L'idée de gouvernance s'impose difficilement en Pologne, le gouvernement central a l'habitude de gérer d'en haut faute de conscience de l'importance des enjeux de développement locaux, qui ont beaucoup de mal à s'imposer au niveau du pouvoir central. Ce dernier point est sans doute renforcé par la construction du Sénat d'un côté qui, par sa composition, ne représente pas les intérêts des collectivités territoriales puisque les sénateurs sont élus au suffrage universel direct comme les députés, et par l'interdiction, d'un autre côté, de tout cumul de mandats aussi bien au niveau des pouvoirs locaux qu'entre le niveau local et national.

Les barrières du développement de l'intercommunalité dans les grands espaces urbains prennent leurs sources également à d'autres niveaux de la structure territoriale [...]. Les freins proviennent finalement des collectivités locales elles-mêmes potentiellement intéressées par leur regroupement. Il s'agit du déficit profond de coopération propre à la société polonaise. [...] Dans le contexte de l'intercommunalité dans le milieu urbanisé, il s'agit du manque de gouvernance métropolitaine qui traduit les craintes de la perte du pouvoir par les « grands maires » qui, dans leurs discours, plaident souvent pour une coopération intercommunale avancée, mais qui en réalité ne veulent pas se partager les compétences que la loi actuelle permet déjà de déléguer aux instances intercommunales. Le manque de ressources financières propres aux structures intercommunales polonaises et l'absence de cadre institutionnel assurant des procédures de cofinancement des projets communs rendent très difficile la construction de relations « gagnant – gagnant » et favorisent des attitudes relatives à la logique du « passager clandestin » propre à l'égoïsme communal.

En observant le processus de développement de l'intercommunalité en France [...], on peut affirmer que l'absence quasi totale de coopération dans le contexte polonais exigerait un « apprentissage collectif » [...]. Les premiers projets de ce type commencent à émerger à Wrocław, à Poznań, en Silésie. Néanmoins, ces structures ne sont pour le moment pas suffisamment autonomes sur le plan de l'action et du financement : elles dépendent des représentants des collectivités territoriales ou d'un milieu scientifique bien particulier. [...] Il existe bien évidemment aussi au niveau national des centres de recherches qui traitent entre autres des questions métropolitaines, comme le Centre Européen d'Etudes Régionales et Locales (EUROREG) à l'Université de Varsovie, ou l'Institut de Géographie et d'Aménagement du Territoire à l'Académie des Sciences Polonaise. Toutefois, leurs études sont majoritairement théoriques, gardant une perspective générale et nationale et n'analysent pas de problèmes concrets et pragmatiques auxquels font face les métropoles polonaises.

Le manque de cadre juridique favorable au développement de l'intercommunalité avancée du type « loi Chevènement » ne signifie pas que le problème de la gestion commune des espaces métropolitains est ignoré, du moins dans les plus grandes agglomérations polonaises. Ces dernières tentent de se doter d'instances de coordination plus ou moins cohérentes et plus ou moins formalisées vu le paysage hostile à la coopération intercommunale, afin d'assurer leur développement équilibré et de renforcer leur potentiel et leur visibilité à l'échelle nationale et internationale. Tel est le cas de l'espace métropolitain de Wrocław où, grâce à l'initiative et la coopération des acteurs locaux, on a d'abord créé le Comité de Plan Stratégique d'Agglomération de Wrocław composé de représentants des communes concernées. Ce Comité a adopté en 2001 un projet de Stratégie d'intégration spatiale et économique d'agglomération de Wrocław. Ensuite, en 2006, sur la base d'une entente entre l'Agence de développement de Wrocław, le Bureau Régional de l'Urbanisme et des autorités locales, ont commencé les

travaux sur le Plan d'aménagement de l'espace métropolitain de Wrocław. L'agglomération de Poznań a également fait preuve d'un grand potentiel de gouvernance en créant en 2007 un Conseil d'Agglomération de Poznań, qui fonctionne comme une conférence permanente des maires des communes concernées. En 2008, ce Conseil a pris une décision portant sur la préparation d'une Stratégie Commune de Développement, confiée au consortium de quatre écoles supérieures, et une nouvelle structure, à savoir le Centre d'Etudes Métropolitaines. Les travaux sur la Stratégie ont été achevés en 2011 et le 18 février 2011 a eu lieu la réunion constitutive de l'Association « Métropole de Poznań ». Certaines initiatives ont également vu le jour dans l'agglomération de Cracovie où en 2007 une Déclaration sur la création du Conseil d'Espèce Métropolitain de Cracovie a été adoptée (Pyka, 2011). [...]

Conclusions

La métropolisation est un processus qui détermine le fonctionnement des agglomérations polonaises, comme d'autres grands ensembles urbains en Europe et partout ailleurs où la globalisation a propagé ses effets. [...] La métropolisation, au sens sociologique du terme, constitue un phénomène spontané résultant de la concentration sur un territoire donné des fonctions et du potentiel de gestion, d'administration et de croissance économique comme résultat de la multiplication des interactions et des réseaux rattachant ce territoire au village global. La métropolisation représente sans aucun doute un moteur de renouvellement économique, mais elle entraîne également des effets délétères. D'où l'idée de la gestion des espaces métropolitains et de la métropole au sens institutionnel du terme, comme un système organisationnel plus ou moins formalisé et institutionnalisé qui permet un développement équilibré du territoire de la métropole.

En Pologne, le processus de métropolisation a été retardé et déformé par le régime communiste et sa logique d'inclusion politique [...]. La transformation du système politique, vers la démocratie et l'instauration de l'économie de marché, ont accéléré le processus de la métropolisation dans villes polonaises. Avec les réformes territoriales rationalisant et démocratisant la gestion territoriale par la restauration de la commune indépendante et la réduction du nombre de régions, certaines villes commencent à rayonner et les métropoles polonaises potentielles émergent (Varsovie, Wrocław, Poznań, etc.). [...] Avec l'essor économique de certaines agglomérations polonaises, certains dysfonctionnements relatifs au problème du transport, des déchets, de l'étalement urbain, mais également du maintien de la croissance par une stratégie commune à l'échelle de l'agglomération ont été mis en lumière. [...]

Nous avons vu dans ce texte que le système d'administration territorial polonais avec trois niveaux de collectivités territoriales, n'offre pas d'outils de gestion des problèmes urbains à l'échelle des agglomérations. Même si la Pologne ne souffre pas du problème

d'un émiettement communal comparable à la situation française, ni les communes ni les districts dans leur forme et leurs limites actuelles ne permettent de traiter la métropolisation dans les espaces urbains. La solution pourrait être trouvée dans la coopération intercommunale, mais la loi actuelle ne permet que la création de simples syndicats intercommunaux à vocations bien limitées. L'intercommunalité polonaise présente une coopération de première génération, volontaire, par contribution, donc sans ressources fiscales propres et sans compétences obligatoires.

Dans ce contexte légal hostile à la coopération intercommunale dans les agglomérations, des initiatives locales apparaissent, ce qui prouve la demande sociale pour une coordination face aux dysfonctionnements existants. Néanmoins le niveau relativement bas du capital social territorial, la faible propension à la coopération et au consensus aussi bien que les jeux d'intérêts locaux, interdisent l'émergence d'une véritable gouvernance métropolitaine.

[...] Il faut de nouvelles solutions en attendant l'apparition d'une gouvernance et d'un consensus dans le milieu des collectivités territoriales polonaises. Au moins deux voies sont possibles. La Pologne pourrait suivre le cas de la France en développant des cadres juridiques favorables à la coopération intercommunale fédéraliste dans les agglomérations sous formes d'EPCI à la française avec leurs compétences et financements propres. Cela entraînerait néanmoins un risque de multiplications des formes institutionnelles (mille-feuille institutionnel), le problème de la transparence du système pour le citoyen et au final celui de légitimité démocratique de nouvelles instances locales. L'autre solution passe par la réforme des collectivités territoriales existantes. Il s'agit par exemple de la possibilité de création des Districts Métropolitains sur la base de plusieurs districts préexistants en les dotant des compétences nécessaires qui permettrait ainsi de garder les limites communales intactes. Sans juger quelle solution serait meilleure pour ce pays, il faut dire que les deux seront difficiles à mettre en œuvre dans la situation politique actuelle vu les multiples blocages que nous avons déjà évoqués.

Une inertie permanente est également tout à fait probable, et même si les agglomérations polonaises n'arrêtent pas de se développer et de grandir, il faut se demander quelle pourrait être la dynamique et la forme de leur développement, si les conditions étaient plus appropriées. Les élections parlementaires d'automne 2011 seront sans doute l'occasion pour les élites politiques polonaises de se prononcer sur ce sujet.



Franck Chignier-Riboulon et Nora Semmoud

Identités, développement local et territoires : Nowa Huta et Cracovie

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Franck Chignier-Riboulon et Nora Semmoud, « Identités, développement local et territoires : Nowa Huta et Cracovie », *Géocarrefour* [En ligne], Vol. 80/1 | 2005, mis en ligne le 01 septembre 2008, consulté le 19 octobre 2012. URL : <http://geocarrefour.revues.org/927>

Éditeur : Association des amis de la Revue de Géographie de Lyon

<http://geocarrefour.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://geocarrefour.revues.org/927>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© Géocarrefour

Franck
CHIGNIER-RIBOULON

Nora SEMMOUD

Université Blaise Pascal
Clermont-Ferrand

Identités, développement local et territoires : Nowa Huta et Cracovie

RÉSUMÉ

Nowa Huta est un quartier exemplaire de l'urbanisme du réalisme socialiste, construit à 10 km de Cracovie dans les années 1950 et composé d'un combinat sidérurgique et d'ensembles d'habitations. L'article examine l'évolution des relations entre Nowa Huta et Cracovie, des origines jusqu'au tournant politique et économique de 1990. L'analyse est menée sous l'angle de l'identité propre à Nowa Huta, mise en relation avec le destin du combinat. La réintégration de ce quartier dans l'ensemble cracovien est notamment prise en charge par le Forum de Nowa Huta, nouvelle instance démocratique locale qui joue un rôle majeur dans le développement urbain aujourd'hui.

MOTS CLÉS

Démocratie locale, identité, réalisme socialiste, ville industrielle, Nowa Huta, Cracovie, Pologne.

ABSTRACT

Nowa Huta is an example of socialist realism in urban planning. It was built 10 km from Cracow in the 1950's and comprises a huge iron and steel industrial complex and housing estates. The paper deals with the relations between Nowa Huta and Cracow, from its origins until the political and economic turning point of 1990. The analysis is undertaken from the point of view of the identity of Nowa Huta, in relation to the destiny of the industrial complex. The reintegration of this district into Cracow is the particular task of the Nowa Huta Forum, a new local, democratic body which plays a main role in urban development today.

KEY WORDS

Local democracy, identity, socialist realism, industrial

Nowa Huta¹, riche d'un passé social, socialiste et militant, est confrontée depuis la réorientation économique de la Pologne aux difficultés de la reconversion d'un lourd passif mono-industriel. Aujourd'hui, Nowa Huta compte plus de 200 000 habitants, soit près du quart de la population de Cracovie. Elle occupe la partie orientale de cette vaste municipalité (330 km²), à dix kilomètres de la place centrale de la vieille ville. Coupée de cette dernière par un ancien *no man's land* (fig. 1) récemment transformé en une vaste zone commerciale et de loisirs, Nowa Huta est en quelque sorte une seconde ville sur la même commune². Ancienne ville phare du socialisme, Nowa Huta est aujourd'hui en crise. En effet, depuis les années 1990, le centre économique de Cracovie s'est déplacé vers l'Ouest, sur la vieille ville et ses extensions. Le potentiel de ville historique et de cité universitaire qui a échappé aux destructions de la Seconde Guerre mondiale a prévalu pour redéfinir les axes de développement de cette ville qui fut historiquement la deuxième capitale polonaise³. Dès lors, la croissance s'organise autour du tourisme ou des nouvelles technologies, bien loin de la sidérurgie privilégiée durant la période communiste.

Dans ces conditions, les habitants de Nowa Huta ont le sentiment d'être abandonnés, d'être les laissés-pour-compte de la libéralisation économique. Ce sentiment est d'autant plus fort qu'il marque un renversement des représentations par rapport aux décennies précédentes. Les sociabilités locales étaient en effet très développées et définissaient une conscience collective (Durkheim, 1893) génératrice d'une identité positive. Cette conscience s'est forgée lors de la construction du combinat et de la ville nouvelle, puis a été entretenue à l'âge d'or des luttes⁴ sociales et politiques. L'identité positive a été contrebalancée depuis 15 ans par des représentations négatives, notamment du fait des élus de Cracovie souhaitant effacer les signes du passé socialiste.

On assiste alors à un processus de recomposition identitaire au cours duquel les habitants de Nowa Huta s'attachent à construire une identité positive, un élément nécessaire à une réaffirmation de soi (Malewska-Peyre, Tap, 1993 ; Devereux, 1973) et de la collectivité. Cette quête identitaire, portée par des sociabilités héritées et réinterprétées débouche au début des années 2000 sur l'émergence du *Forum*, une initiative nouvelle, originale et significative d'une forme de recomposition territoriale. Le *Forum* de Nowa Huta constitue un des fondements de la réinscription de Nowa Huta dans la dynamique d'ensemble de l'agglomération cracovienne, particulièrement par la mise en valeur de représentations porteuses qui ont une visée pratique d'organisation, de maîtrise de l'environnement (matériel, social, idéal) et d'orientation des conduites et des communications (Jodelet, 2003).

CRACOVIE ET NOWA HUTA, LES SŒURS ENNEMIES

Depuis la création de Nowa Huta par le pouvoir communiste, le territoire de la municipalité de Cracovie fonctionne selon une bipolarité urbaine (Soja, Gorka, 1988). Jusqu'au début des années 2000, cette bipolarité était vécue avant tout comme une contrainte. Nowa Huta a été conçue comme l'antithèse de Cracovie, mais aujourd'hui, la construction de la dynamique cracovienne fonctionne en partie aux dépens du pôle *nowa hutien*. Ces perceptions de l'autre territoire et du territoire de l'autre engendrent un développement déséquilibré, nourri par un déni réciproque auquel s'ajoute un sentiment d'injustice partagé par les deux pôles urbains. La cristallisation identitaire a généré de part et d'autre des images négatives : une image négative de la ville industrielle pour les Cracoviens (Domanski, 1989) ; une Cracovie figée dans le passé pour l'aristocratie ouvrière de l'époque du communisme triomphant.

Nowa Huta contre Cracovie

La relation entre Nowa Huta et Cracovie est empreinte de la volonté historique d'effacer l'ancienne cité conservatrice par la ville nouvelle socialiste. Lors de l'avènement du socialisme en Pologne, Cracovie était dans le camp des espaces du refus, et l'édification de Nowa Huta devait à terme en faire *une ville de la classe ouvrière* (Stenning, 2000, p.100). L'idée de bâtir le socialisme par une urbanisation nouvelle et l'industrialisation n'était pas propre à la région de Cracovie, mais l'originalité consistait ici à réduire la ville historique à un quartier *vieillot* marginalisé par Nowa Huta. Cette dernière, construite pour des travailleurs et par des travailleurs, devait être ainsi la négation de Cracovie. L'élimination d'une ville considérée comme bourgeoise, intellectuelle et catholique devait se faire par son appauvrissement, d'une part, et par une polarisation autour de la ville nouvelle, d'autre part, assurée pensait-on par sa puissance économique et culturelle et par la qualité de son urbanisme.

Première cité polonaise socialiste, la ville de Nowa Huta, construite entre 1949 et 1960, a été conçue comme l'emblème de l'urbanisme nouveau, celui du réalisme socialiste. En 1960, la ville comptait déjà 120 000 habitants. Selon ses concepteurs⁵, Nowa Huta se réclame à la fois de l'urbanisme fonctionnaliste et des cités jardins d'Ebenezer Howard⁶ (1850-1928). Pur produit du réalisme socialiste, elle évoque aussi l'esthétique post-moderne de Ricardo Bofill. Quand bien même ces optiques urbanistiques peuvent s'opposer, elles se rejoignent sur l'idée de transformer l'Homme et de maîtriser son mode de vie par le biais de l'organisation de l'espace.

Ainsi, la rigueur de la géométrie renvoie à l'ordre, la monumentalité de l'architecture classique du centre inspirée de la Renaissance symbolise la grandeur et la réussite du modèle socialiste, et enfin l'habitat collectif, structuré en unités de voisinage et agencé autour d'une cour intérieure⁷, doit encourager l'esprit communautaire. La structuration se distingue par une forte axialité, formalisée par de larges avenues plantées (photo 1). L'ensemble est caractérisé par une faible densité, avec une graduation vers le centre, et par une importante trame verte (squares, espaces de jeux, mails d'arbres, etc.) qui atténue l'effet de délabrement actuel de nombreux bâtiments. Au sein des unités de voisinage, les équipements sociaux tels que l'école et la crèche, ont fini par être sinon un vecteur des sociabilités de voisinage, du moins un support stimulant.

La ville devait ainsi offrir toutes les aménités sociales, culturelles et sportives censées compenser dans une certaine mesure la pénurie de biens de consommation courante. Le domaine de la culture fut particulièrement développé et fit l'objet d'importants investissements de la part du combinat, notamment à travers le développement de sept centres culturels⁸ qui ont eu et continuent à avoir (malgré la baisse des financements) un rôle social important auprès de la population. De la même manière, la principale librairie locale offre toujours un grand choix de livres. Ces équipements fonctionnaient comme une véritable centralité et cristallisaient toute la vie sociale du quartier. A cette époque, les élites vivaient dans la ville nouvelle.

Quels que soient les objectifs de contrôle idéologique que pouvait représenter cet encadrement à l'origine, il semble avoir laissé un héritage culturel important caractérisé encore par une forte ambition de formation. Le niveau d'études supérieur élevé à Nowa Huta, selon les responsables des centres culturels, est significatif de cet héritage. L'intensité de la vie culturelle et le niveau d'instruction ont sans doute préparé l'adaptation de la population à des sociabilités originales, comme le *Forum*. En définitive, Nowa Huta était une ville intégrée et pensée, même si les derniers quartiers construits témoignent d'une diminution des ambitions et des moyens, et d'un accroissement des densités urbaines.

Cependant, l'édification de Nowa Huta s'est faite aux dépens de Cracovie. Selon Maria Soja (1987), la ville nouvelle a concentré 74 % des investissements de 1954 à 1979 et, certaines années, comme entre 1964 et 1965, Cracovie n'a bénéficié d'aucun financement, alors que Nowa Huta utilisait ses infrastructures. Toujours selon M. Soja, cette période correspond à une baisse du niveau de vie des habitants de Cracovie, contrairement à Nowa Huta où la production de l'usine et la situation de plein emploi ont

entretenu des conditions de vie moyenne qui ont particulièrement marqué les heures de gloire de la ville.

Nowa Huta, un lieu de socialisation et d'identification

La ville est le cadre où s'est effectuée la socialisation urbaine (Verpraet, 1994) de nombreux paysans⁹ (Stenning, *ibid.*, p. 101) issus de toute la Pologne, de Tsiganes obligés de se sédentariser et de populations rapatriées des confins orientaux laissés à l'Union Soviétique en 1945. On assiste ainsi à une territorialisation qui résulte d'un double mouvement de socialisation de la spatialité et de spatialisation de la socialité (Bourdieu, 1980). Dans cette dynamique de socialisation et d'apprentissages, les perspectives de vivre mieux par le travail, par l'école et par la formation ont permis la construction d'une véritable communauté.

Les ouvriers étaient privilégiés par rapport aux intellectuels, tant du point de vue des salaires que de celui des logements attribués, et de leur localisation dans la ville. Aujourd'hui, on assiste à un renversement des valeurs mais le passé n'est pas sans inertie, notamment sur les représentations vis-à-vis du groupe ouvrier. La logique de peuplement qui consistait à faire vivre ensemble le même groupe de travail était vécue comme une forme de contrôle de la vie quotidienne par le combinat. Dans le même temps cette proximité résidentielle de collègues de travail avait fini par instaurer des rapports quasi familiaux et un véritable réseau de solidarité. Même si l'idée sous-jacente de cette politique de peuplement et de collectivisation visait la mobilisation des masses pour la construction du socialisme, elle a fini par produire un puissant ferment pour la démocratie. Ainsi, paradoxalement, l'édification d'une identité autour du travail, de l'entreprise et d'une vie sociale riche a généré assez rapidement une remise en cause du modèle socialiste, d'abord à partir du religieux ensuite à travers les revendications de *Solidarnosc*.

La dynamique cracovienne actuelle

Cracovie s'est métamorphosée depuis la libéralisation économique et politique. La place centrale du Rynek et les rues adjacentes de la vieille ville sont aujourd'hui les lieux d'une forte fréquentation touristique¹⁰, où sont rassemblés les enseignes occidentales et les restaurants branchés. Dans cette dynamique, l'ancien quartier juif Kazimierz est devenu un lieu à la mode. Ainsi, depuis quelques années, l'espace central se gentrifie, parallèlement à la tertiarisation de la ville (*business centre Lubicz*). En revanche, Nowa Huta connaît des restructurations brutales : le combinat, en situation de sous-compétitivité y compris par rapport aux autres complexes du

city, Nowa Huta, Cracow, Poland.

1 - *La nouvelle aciérie* en polonais. A propos de traduction, nous tenons à remercier notre collègue polonaise, Katarzyna Rotter de l'Université Jagellon de Cracovie, pour l'accompagnement de ce travail, sa disponibilité et son amitié.

2 - C'est pourquoi bien qu'elle constitue une entité infra-urbaine (qu'on ne saurait appeler quartier, vu sa taille), on l'appellera ville dans le texte.

3 - Après Gniezno (capitale du premier Royaume de Pologne du XI^e s. à 1138) et avant Varsovie (capitale depuis 1526).

4 - En particulier pendant la période d'opposition syndicale de *Solidarnosc*.

5 - Propos recueillis auprès du professeur Stanislaw Jucho-wicz, actuellement directeur de l'*International Educational and Urban study Centre* au sein de l'université de Technologie de Cracovie. Il a été l'un des architectes de la ville de Nowa Huta. L'architecte général de la ville est Tadeusz Ptaszycki.

6 - Ebenezer Howard, socialiste anglais, créateur de la *garden-city* définit ce modèle comme un établissement propre à résoudre le problème de l'habitat humain à l'ère industrielle. Cette solution répond à une triple critique politico-sociale, hygiéniste et culturelle de la société industrielle dont les tares et les contradictions se résument dans l'antagonisme de la ville et de la campagne. La cité jardin permet en effet la *combinaison saine, naturelle et équilibrée de la vie urbaine et de la vie rurale* [...]. CHOAY, 1965.

7 Selon les habitants, la conception des bâtiments autour d'une cour s'expliquerait par des raisons de prévention contre des bombardements éventuels.

8 - L'un des centres s'avère être l'un des plus importants de Pologne avec une fréquentation de 650 000 personnes/an.

9 - Ils constituaient 74% de la population de Nowa Huta.

10 - 4 millions de visiteurs en 2003 et capitale européenne de la culture en 2000.

11 - L'évaluation du chômage s'avère difficile car les personnes ayant perdu leur emploi ou les demandeurs d'emploi n'ont pas le réflexe de se déclarer, étant donné qu'ils n'ont aucun avantage à le faire.

12 - La révolte d'avril 1960 fut l'objet d'une répression sauvage, à laquelle participèrent des miliciens venus de Silésie.

même type dans les anciens pays de l'Est, démembré et privatisé, ne compte plus que 8 000 salariés contre plus de 40 000 à la fin des années 1970 ; la reprise de l'usine de tabac par le cigarettier Philip Morris s'est traduite par la disparition de 2 500 emplois sur 4 000 ; le rachat de la cimenterie par une multinationale turque a abouti à sa fermeture, probablement dans le but d'éliminer un concurrent. Les chiffres restent cependant discutés et les pertes d'emploi sont peut-être malgré tout surévaluées, particulièrement pour l'ancien combinat. Selon les services économiques municipaux, son démantèlement a entraîné la disparition de 24 000 emplois et non de 32 000 car 8 000 salariés de l'aciérie ont été absorbés par les entreprises issues de l'éclatement. Malgré tout, les restructurations à marche forcée ont des effets sensibles sur les commerces et les services de proximité : fermeture de magasins, cafés et cinémas. Cette situation révèle à la fois la précarisation des habitants et la concurrence nouvelle des grandes surfaces implantées sur l'ancien *no man's land* (fig. 1) où des enseignes françaises (Auchan, Carrefour...) et des chaînes de cuisine étrangères (grecque, italienne, états-unien...) sont largement représentées.

Certes, la situation est moins grave que d'autres régions polonaises (Lodz, Katowice...), voire que dans certains grands ensembles de logements sociaux français ou néerlandais. Le chômage, bien que largement sous-évalué¹¹, est estimé officiellement à 4 % pour Cracovie et à 7 % pour Nowa Huta. Cependant, des responsables associatifs ou de centres culturels, impliqués de longue date dans la ville, estiment qu'au début des années 1980, l'ensemble de Nowa Huta offrait plus de 130 000 emplois, entre le combinat et les 82 entreprises plus ou moins liées à ce dernier. En fin de compte, au-delà de l'incertitude sur les chiffres, la perte d'emploi est lourde de conséquences sur la vie sociale et les représentations qui l'accompagnent.

L'arrivée au pouvoir du premier gouvernement non communiste en 1989 a correspondu avec un renversement de situation à Cracovie. Au début des années 1990, les Cracoviens éprouaient un sentiment de revanche sur l'autre pôle urbain qui symbolisait le totalitarisme et la négation de leur ville. Par la suite, Nowa Huta fut considérée comme une parenthèse historique, une aberration idéologique et un héritage subi. De surcroît, dans l'urgence de l'adaptation à la nouvelle situation économique et politique née de l'ouverture et de l'intégration à terme dans l'Union européenne, cet héritage apparut comme un boulet, antinomique avec les évolutions à réaliser. Nowa Huta a alors été délaissée. Les habitants se sont sentis non seulement abandonnés mais également disqualifiés socialement et niés dans leur identité. La situation n'est donc pas uniquement liée à

l'emploi mais à un sentiment de rejet de leur territoire, de leur histoire, de leur travail et de leurs sociabilités. Or ce territoire avait pourtant constitué un projet social et une des avant-gardes des transformations de la société polonaise.

UN MOTEUR DU CHANGEMENT DÉMOCRATIQUE MIS À L'ÉCART

Privilegiée par le pouvoir communiste, Nowa Huta a paradoxalement été le fer de lance d'une résistance active, dès les années 1960, contre l'autoritarisme du régime en place. Par la suite, elle fut un bastion du syndicat *Solidarnosc*. Dès lors, l'arrivée au pouvoir des non-communistes et le désintérêt qui s'en est suivi, laissent place à un profond sentiment d'injustice et de mise à l'écart. La démocratisation n'a apporté ni travail ni reconnaissance à un territoire qui a conscience d'avoir été un des pôles du changement.

Revendications religieuses et engagement dans *Solidarnosc*

À l'origine, les revendications avaient un caractère religieux. Elles se justifiaient à la fois par l'histoire religieuse de la Pologne, par le sentiment populaire que construction du socialisme et foi catholique ne s'opposaient pas, et par l'inscription du religieux comme emblème de la lutte pour la démocratisation. En 1960, une croix fut plantée dans la nuit par les habitants de Nowa Huta, entre les rues Karl Marx et du Grand Prolétariat. Cet acte inaugura un bras de fer meurtrier¹² avec les autorités politiques qui dura plusieurs années. L'église de Nowa Huta, construite entre 1967 et 1977 (grâce à des dons des fidèles et de nombreux pays étrangers), fut consacrée par le futur pape Jean-Paul II. En fin de compte, le sentiment communautaire est sorti renforcé de cette longue lutte. Le nom de l'église témoigne même de ce front commun pour l'obtention de ce lieu de culte : Notre-Dame-de-l'Arche.

À la fin des années 1970, l'agitation sociale et politique montante trouva à Nowa Huta un terrain favorable. En 1980, les sidérurgistes locaux suivirent rapidement dans la grève les ouvriers de la construction navale de Gdansk, menés par Lech Walesa. Après deux mois de lutte, la quasi-totalité des travailleurs du combinat adhéra à *Solidarnosc*. Les années suivantes sont marquées par la constance de l'engagement local, avec notamment des batailles de rues et des manifestations en 1982 et 1983 contre la militarisation du travail et les blocages politiques à la démocratisation, malgré la reconnaissance formelle du syndicat *Solidarnosc*. Dans les années 1980, Nowa Huta apparaît comme un des principaux lieux de résistance au pouvoir communiste. Le changement attendu est perceptible à travers la plus grande liberté de ton des universitaires. A

la fin de la décennie, la cité représente un des points d'appui aux mouvements d'opposition et prépare l'arrivée du premier gouvernement non communiste (Stenning, *ibid.*, p. 106).

Désillusions et déclin industriel

Les revendications du mouvement ouvrier portaient d'une part sur la démocratisation politique et la liberté syndicale et, d'autre part, sur les augmentations de salaires en relation avec les savoir-faire et l'établissement de primes liées à la dureté du travail. La déception de la population, inscrite dans cette dynamique, fut d'autant plus forte face à la libéralisation économique et aux fortes restructurations qu'elle généra. Cependant, le déclin du combinat est bien antérieur au changement de régime politique. Selon encore Maria Soja (1986, p. 79-81), entre 1979 et 1983, le combinat avait déjà perdu plus de 7 000 emplois. De surcroît, la demande de nouveaux droits politiques et sociaux est à mettre en parallèle avec des évolutions économiques et psychosociales. Ainsi, en premier lieu, Nowa Huta était concurrencée par l'aciérie de Katowice, plus productive, qui sonnait le glas des espoirs de modernisation du combinat cracovien et, par conséquent, des possibilités d'amélioration des conditions de travail. En second lieu, les années 1970 sont une période de transition qui succède à une époque où le travail sidérurgique était considéré comme une promotion individuelle et une participation collective à l'édification d'une nouvelle société. La dureté des conditions de travail et l'absence de sécurité, acceptées au démarrage de cette dynamique, le devinrent de moins en moins dans cette période de transition. De la même façon, la question de la pollution, qui a toujours été présente mais occultée, commença à être soulevée.

Aujourd'hui, la crise identitaire et la perte de confiance et de respectabilité sociale ont peu ou prou effacé les perceptions du passé. Le chômage des uns et le mutisme des autres, surtout des plus âgés, ont probablement contribué à privilégier une lecture sélective du passé. Seuls restent partagés un sentiment d'injustice par rapport aux combats passés et à la participation à l'économie locale et nationale, ainsi qu'un sentiment de dévalorisation sociale et identitaire. L'image de Nowa Huta est aujourd'hui négative au sein de l'ensemble cracovien. De fait, la déstructuration sociale se traduit par la fragilisation des sociabilités locales, en lien avec la croissance du chômage et de la précarité, et par une déconsidération des hommes qui traduit la difficulté qu'éprouve la société à accepter l'héritage de la ville socialiste. Le mal-être social se conjugue ainsi avec un mal-être psychologique collectif dans lequel le sentiment de dévalorisation identitaire accentue celui d'inutilité sociale. En outre, la négation du passé accroît la coupure entre les deux villes dans les représentations :

une urbanité forte à l'ouest, et au contraire réduite dans l'espace *nowa hutien* à l'est.

La crise identitaire touche toutes les tranches d'âge mais avec des manifestations différentes. Les plus âgés ont participé à construire l'idéal socialiste qui non seulement n'existe plus, mais apparaît comme une erreur historique et une expression du totalitarisme. Ces derniers s'accrochent alors aux dogmes du passé ou adoptent un mutisme qui exprime leurs doutes quant au passé, voire leur culpabilité. Les personnes d'âge mûr, qui se sont généralement impliquées dans les luttes sociales et politiques des décennies précédentes, ont le sentiment que cet engagement est oublié par les Cracoviens et terni localement par les effets de la libéralisation. Les plus jeunes ont connu le déclin de la cité et la mémoire n'est guère transmissible dans ces conditions, d'autant plus que le pôle attractif s'est déplacé vers l'ouest, vers les lumières de la ville et de la modernité.

Cependant, cette situation ne rencontre pas seulement des manifestations de fatalisme et de démobilité. Il semble qu'on assiste moins à la disparition des sociabilités qu'à leur recomposition. Aux traditionnelles luttes ouvrières se substituent des formes inédites de participation citoyenne. Elles contribuent à leur manière à peser sur les acteurs locaux, notamment ceux de la municipalité. Ainsi, de nombreuses stratégies sont mises en œuvre pour effacer les stigmates de la reconversion (appauvrissement, chômage, agonie du complexe...) et promouvoir une image moderne de Nowa Huta qui encourage le développement économique dans une démarche écologique et offre des espaces culturels et de loisirs de qualité. Par exemple, les initiatives culturelles modernes et de qualité, comme de grands concerts au sein du complexe, attirent les résidents de l'ensemble de l'agglomération et contribuent à leur manière à faire évoluer les représentations. Les différents discours (institutionnels, associatifs, habitants...) sur la ville l'associent de plus en plus à des images comme Nowa Huta ville verte, ou encore la présentent comme une alternative face à la congestion de Cracovie. Ces images s'appuient néanmoins sur la réalité probante de la diminution sensible de la pollution du combinat et de la tendance au repeuplement des villages autour de Nowa Huta. Ces stratégies de transformations d'image, qui visent à attirer les investisseurs étrangers et à contrer la tendance à la concentration des investissements à Cracovie, semblent toutes se fonder au sein d'une initiative pour le moins originale : le *Forum de Nowa Huta*.

RÉINSÉRER PLEINEMENT NOWA HUTA DANS LE TERRITOIRE CRACOVIE

Le *Forum* est né d'une fondation pour l'environnement et le développement durable.

13 - Les cadres du *Forum* ont eu l'occasion de rencontrer les initiateurs d'expériences similaires à Sheffield et Rotterdam.

14 - Comme Krzysztof Kwatara, un des membres les plus actifs de l'encadrement du *Forum*.

15 - Une étudiante en biologie qui habite Nowa Huta nous a fait part d'une phrase célèbre dans la ville : "Nous avons tous le tableau de Mendéléiev dans les poumons."

conçue selon les expériences¹³ anglo-saxonnes, notamment des villes de Sheffield et de Rotherham. La fondation, créée au début des années 1990, a multiplié les initiatives afin de fédérer de nouveaux partenaires, jusqu'en 2000 où elle s'est transformée en *Forum*. En plus d'organiser de véritables synergies entre les acteurs associatifs, les opérateurs économiques et les représentants de la municipalité, elle apparaît sinon comme un levier du développement local du moins de son animation. Ses actions couvrent des domaines extrêmement étendus qui vont de manifestations culturelles et de loisirs à l'organisation de rencontres entre les partenaires, les habitants et les autorités pour penser l'aménagement de la ville. Les projets d'aménagement, conçus pour valoriser Nowa Huta et attirer des opérateurs économiques, concernent la création d'un technopole, dont une partie sera zone franche, la qualification paysagère de la ville par la création d'un corridor écologique et un centre de loisirs le long de la Vistule, et enfin l'amélioration de l'accessibilité par la création d'une autoroute et le développement des transports en commun.

Le *Forum* de Nowa Huta, la capacité à saisir des thèmes porteurs

Né d'initiatives locales, le *Forum* a bénéficié du soutien de fondations internationales, puis de grandes entreprises régionales. Cependant, c'est l'implication d'anciens ingénieurs¹⁴ du combinat et d'habitants de toujours de la ville, qui assure les bases militantes de l'action citoyenne. Le *Forum* a constitué pour ses initiateurs à la fois un catalyseur d'énergie et un outil de réinsertion de l'ex-ville socialiste dans l'ensemble cracovien. Il conjugue la prise de conscience par les acteurs locaux de la dégradation de la situation économique et sociale et l'implication de partenariats internationaux.

En effet, dès le début des années 1990, nombre de fondations philanthropiques européennes et états-uniennes s'intéressent à ces nouveaux Etats sortis de l'emprise soviétique. Derrière la philanthropie existe également la volonté de rattacher rapidement et pleinement les économies et les sociétés civiles est-européennes au libéralisme et à la démocratie moderne, selon une définition quelque peu anglo-saxonne. Cet humanisme bien compris est rapidement saisi par les citoyens et les acteurs locaux à la recherche de formes d'action pour Nowa Huta. Le partenariat international se concrétise par des voyages d'études dans les anciennes régions industrielles de l'ouest européen (North Lanarkshire, en Ecosse, Valenciennes) pour échanger les *bonnes pratiques*, selon l'expression consacrée. Il permet une visibilité de l'action à travers les jeux de réseaux et une focalisation sur l'accompagnement social et économique nécessaire à la création de nouvelles activités.

Ainsi, cette dynamique intègre Nowa Huta dans un réseau de partenaires internationaux, comme la CASTER (*Conference and Association of Steel Territories in European Regions*) et la PEPF (*Polish Environmental Partnership Foundation*). Par ailleurs, le *Forum* est localement soutenu par l'engagement de grandes entreprises locales, telles que ESK (filiale polonaise d'EDF), Philip Morris, ou bien encore la *Fondation Sendzimir* de l'aciérie. Cette participation d'entreprises locales apparaît comme une forme de mécénat social, à moins qu'elle ne soit plutôt un engagement moral d'entreprises qui souhaitent investir le local après l'avoir restructuré. En d'autres termes, les entreprises agissent également pour bonifier leur image. Ce travail sur l'image associe deux objectifs : façonner une image locale d'entreprise citoyenne, et apparaître comme une entreprise moderne auprès des dirigeants de grandes entreprises.

Le *Forum* est donc un instrument à géométrie variable, utile à plus d'un partenaire. Il a permis de constituer un large rassemblement des acteurs locaux et de structurer rapidement un *lobby* pour la ville nouvelle. Parmi ces acteurs locaux se trouvent des associations ou des organismes de service public, des centres sociaux, des centres culturels, des écoles, le théâtre *Ludowy*, etc. Soutenu, voire poussé par le *lobbying* des fondations internationales, le *Forum* a inscrit son action dans la définition de l'actuelle modernité et organise concrètement son travail autour des principes du développement durable. D'abord, il s'agit de promouvoir des projets de développement sur le long terme qui respectent l'homme et l'environnement. Les actions prennent ainsi en compte et soutiennent les initiatives locales, dans une perspective *bottom up* ; cela signifie également que la participation des habitants est valorisée, à travers les propositions, leur montage et leur suivi. Ensuite, le travail sur l'environnement vise à limiter la pollution industrielle et urbaine, tout en oeuvrant à réhabiliter les espaces pollués. Enfin, les objectifs de la démarche sont aussi d'éduquer les citoyens et avant tout les jeunes générations (journée de la terre, projets pédagogiques, etc.). Cet ensemble de dispositions a été facilement accepté par la population locale, sensible à la pollution¹⁵ et à une nouvelle forme de développement. Par ailleurs, cette modernité *versus* développement a permis de sensibiliser les autorités locales à la problématique de Nowa Huta.

De l'investissement local à la reconnaissance par la municipalité

Le *Forum* s'appuie largement sur les traditions de luttes et de solidarité de la population. Il semble alors suppléer à l'affaiblissement des syndicats, offrir une alternative à ceux qui ne se reconnaissent plus dans les partis politiques et donner plus

de force aux associations. Le *Forum*, en fédérant les initiatives et les énergies contrecarre la tendance à l'isolement et au fatalisme, tant des structures que des individus. Il renouvelle ainsi les sociabilités et propose un nouvel espace d'apprentissage et de circulation des connaissances, un espace de coordination, de communication et de synergie¹⁶. Cette dynamique n'échappe pas en revanche aux situations conflictuelles entre partenaires, notamment avec la municipalité.

Comme tout acteur émergent, le *Forum* a été perçu comme un contre-pouvoir par la mairie centrale de Cracovie, le contentieux urbain passé ne facilitant probablement pas la reconnaissance de l'un par l'autre, au moins jusqu'au milieu de l'année 2003. Il est même possible que le système de partenariat avec les fondations et les entreprises ait renforcé ce sentiment. L'adhésion à l'Europe a rendu plus urgentes des problématiques telles que l'exclusion sociale. De surcroît, de telles entrées bénéficient de financements européens. Dès lors, le *Forum* représente un partenaire pour les services techniques de la ville qui enclenchent une véritable collaboration. Aujourd'hui, les membres du *Forum* et notamment les représentants des entreprises¹⁷ participent à l'élaboration de documents d'urbanisme pour Nowa Huta, une démarche qui doit permettre d'insérer l'ancienne ville ouvrière dans l'aménagement global de l'agglomération de Cracovie. Ils ont réalisé¹⁸ un Programme stratégique à long terme, basé sur un diagnostic et une cartographie de la majeure partie des parcelles. Diagnostics et cartes constituent des éléments essentiels pour la compréhension d'une zone mal connue pour laquelle les services municipaux manquent d'informations et de documents d'urbanisme. Par ailleurs, il existe un problème foncier car si les parcelles du combinat ont bien été nationalisées à la fin des années 1940, en revanche celles de la zone de protection ont été pour partie nationalisées et pour le reste figées en l'état. Or, aujourd'hui, le droit de propriété et de restitution est avancé par des petits propriétaires dont certains estiment que la nationalisation a été illégale.

Dans ces conditions, l'intérêt nouveau de la municipalité ne s'explique pas uniquement par les questions sociales. Les disponibilités foncières représentent un enjeu dans une perspective de développement de l'agglomération vers l'est. Le *Forum* et ses partenaires apparaissent désormais comme des aides auprès des instances de l'Union européenne, particulièrement pour les opérations de dépollution. Si la requalification de la ville nouvelle s'intègre à une logique de développement large, elle ne se focalise pas moins sur la reconversion de certains espaces pour en faire une véritable vitrine de la Nowa Huta moderne, comme *le corridor écologique*. Par ailleurs,

l'accroissement des coûts fonciers du centre et du péri-centre de Cracovie relance l'intérêt pour la ville nouvelle et ses alentours. La programmation d'une autoroute s'intègre à une telle problématique. La municipalité est sensible à des concurrences nouvelles sur sa périphérie, par exemple celle de la commune de Niepolomice, au sud-est de Nowa Huta, qui base son développement sur une politique très favorable à l'accueil des entreprises et du logement des ménages aisés. Dans ce cadre, une des négociations actuelles du *Forum* est de débattre des projets : ainsi, la municipalité souhaiterait que l'autoroute passe par l'ancien *no man's land*, tandis que le *Forum* défend un tracé qui passe à l'est de Nowa Huta, pour l'intégrer pleinement.

Le corridor écologique : sens et pratiques d'un projet fédérateur

Le projet de Corridor constitue un exemple de l'action du *Forum* et de sa coopération avec les autorités de Cracovie. Il est envisagé comme un préalable aux projets économiques car il est censé qualifier la ville et ainsi attirer les investisseurs. Il s'agit en fait d'un vaste aménagement paysager offrant un espace de détente, de sport et de loisir (lac artificiel, golf, protection faunistique et floristique...) dans le prolongement sud du centre de Nowa Huta. Il est à noter que cet aménagement avait déjà été imaginé lors de la conception de la ville¹⁹. La focalisation du *Forum* sur le projet du corridor écologique et, à travers lui, sur la question environnementale rend compte de plusieurs dimensions qui s'entrecroisent. D'abord, il faut rappeler que la pollution de Nowa Huta par le site industriel semble avoir considérablement marqué les esprits et ce traumatisme collectif milite pour des projets compensatoires. Ensuite, et surtout, au cœur de ce projet se pose la question de la transformation d'image pour attirer les investisseurs étrangers. Ainsi, avec la requalification par le paysage et la valorisation des espaces publics, on s'attache à s'aligner sur les normes urbaines des autres villes européennes - un mimétisme qui tente d'effacer les différences. Pour les mêmes raisons, est mise en œuvre une démarche patrimoniale pour le classement du site et sa protection. Enfin, l'orientation écologique du projet est également une façon d'absorber les financements de l'UE et des fondations étrangères, des institutions et des structures qui subordonnent aujourd'hui l'attribution de fonds à la capacité des projets à faire du développement durable.

Les bailleurs de fonds, comme la Banque Mondiale, assujettissent leurs financements à la *bonne gouvernance*, c'est-à-dire à la capacité des bénéficiaires à faire participer largement la population aux projets. Il semble que cette exigence, qui peut s'avérer difficile à mettre en

16 - Propos de Tadeusz Kasprzyk, conseiller du président de la centrale électrique de Cracovie (groupe EDF) et chargé du développement économique local. Il représente son entreprise au sein du *Forum* ; de même pour Rafal Serafin, directeur du PEPF.

17 - Propos de Tadeusz Kasprzyk.

18 - En septembre 2004.

19 - Selon Stanislaw Juchnowicz, architecte-urbaniste, entretien du 20 septembre 2004.

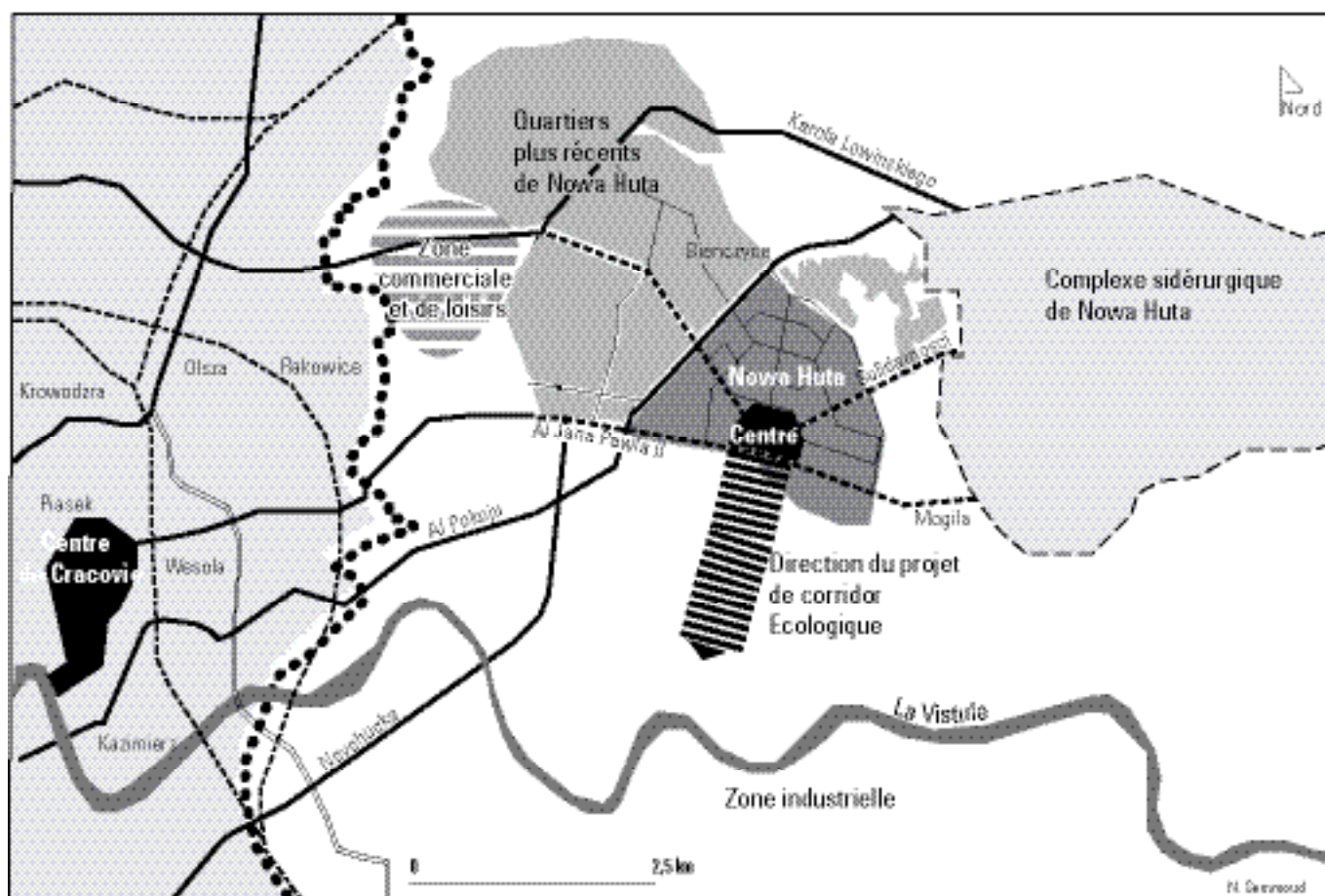


Figure 1 : Nowa Huta et Cracovie, deux entités distinctes

œuvre dans des pays où il n'existe pas de traditions démocratiques, trouve une traduction moderne dans les pratiques du *Forum*. Ce dernier a sollicité les habitants directement et à travers leurs représentants (les associations, les institutions, les universités, les centres culturels, les coopératives représentants des immeubles, etc.) pour les inviter à imaginer le dessin du projet : une sorte de consultation des habitants par le dessin, inspirée d'expériences américaines (Lynch, 1971 ; Alexander, 1976). Le projet construit ainsi un véritable consensus, malgré la diversité des partenaires, de leurs intérêts et de leurs positionnements.

Le consensus qui se dégage s'attache à la diversification de Nowa Huta avec une forte connotation écologique : activités économiques, habitat, tourisme, loisirs, etc. Il permet de contrer la tendance de certains élus qui souhaitent remplacer les habitations par des industries. L'encadrement du Forum considère que dans la dynamique de mondialisation actuelle, les nouveaux investisseurs étrangers peuvent partir à tout moment. L'aménagement écologique est alors envisagé comme une garantie de protection de la qualité du paysage, même si de nouvelles

friches apparaissent, et comme un facteur d'attraction d'autres investisseurs.

Conclusion

2004 est une période charnière pour la ville de Nowa Huta. Après une courte mais riche histoire, les années 1990 avaient marqué un déclin économique doublé d'une répudiation sociale et territoriale. Le choc de la libéralisation économique et politique n'avait pu être compensé par la force de l'identité, fragilisée. La conjonction d'intervenants extérieurs (les fondations tout particulièrement) et d'une prise de conscience locale permet de rebâtir une identité collective dans la perspective de retrouver une fierté et une place dans la Cracovie du XXI^e s. Pour autant, cette perspective probable est tout autant le fait des acteurs locaux (militants, entrepreneurs) que des stratégies de développement de la municipalité, sans même parler du rôle essentiel, en termes d'impulsion, de l'Union européenne. Néanmoins, cette *bonne gouvernance*, pour reprendre l'idée force de la Banque mondiale, est une base solide pour la construction d'un *vivre ensemble* dépassant les représentations passées.



Figure 2 : Vue aérienne de Nowa Huta

Source : Nowa Huta-Miejsca ciekawe i nieznanne (www.polskihh.host.sk)

BIBLIOGRAPHIE

ALEXANDER C., 1976, *Une expérience d'urbanisme démocratique*, Paris, Le Seuil, coll. Espacements, 172 p.

BOURDIEU P., 1980, *Le Sens pratique*, Paris, Les Editions de Minuit, coll. Le sens commun, 474 p.

CHOAY F., 1965, *Urbanisme, mythes et réalités. Une anthologie*, Paris, Le Seuil, 448 p.

DEVEREUX G., 1973, *Essais d'ethno-psychiatrie générale*, Paris, Gallimard, 394 p.

DOMANSKI B., 1989, Public attitudes towards industry in Cracow and its region, *Bochumer geographische arbeiten*, heft 51, p. 77-89.

DURKHEIM E., 1973, *De la Division du travail social* (1^{re} édition 1893), Paris, PUF, 416 p.

JODELET D., (dir.), 2003, *Les Représentations sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Sociologie d'Aujourd'hui, 447 p.

LYNCH K., 1971, *L'Image de la cité*, Paris, Dunod, coll. Aspects de l'urbanisme, 222 p.

MALEWSKA-PEYRE, H., 1993, Les troubles de la socialisation chez les jeunes issus de l'immigration, in MALEWSKA-PEYRE H. et TAP P.,

Marginalités et troubles de la socialisation, Paris, PUF, p. 109-129.

SOJA M., 1986, Functioning of the Lenin steel works in Cracow in the light of selected spatial links, *Zeszyty naukowe Uniwersytetu Jagiellonskiego*, vol. 66, p 61-92.

SOJA M., 1987, Wplyw zakladu przemyslowego na ksztaltowanie infrastruktury miasta (na przykladzie Huty im. Lenina w Krakowie) [L'impact de l'usine sur la formation des infrastructures urbaines : l'exemple de la sidérurgie Lénine à Cracovie], *Zeszyty naukowe Uniwersytetu Jagiellonskiego*, vol. 70, p 71-78.

SOJA M., GORKA Z., 1988, Wplyw Huty Lenina na rozwoj przestrzenny Krakowa [L'impact de l'usine Lénine sur le développement spatial de Cracovie], *Folia geographica*, vol. XXI, p 77-90.

STENNING A., 2000, Placing (post-) socialism, the making of Nowa Huta, Poland, *European Urban and Regional Studies*, vol. 7 n°2, p. 99-118.

VERPRAET G., 1994, *La Socialisation urbaine. Transitions sociales et transactions culturelles dans la cité périphérique*, Paris, L'Harmattan, coll. Villes et entreprises, 255 p.

Adresse des auteurs

Franck Chignier-Riboulon
Maître de conférences
UFR LLSH. CERAMAC
Université Blaise Pascal de
Clermont-Ferrand
29, Bd Gergovia, 63037
Clermont-Ferrand cedex 1
tel. 04 73 34 66 53

E.mail :
Franck.CHIGNIER-RIBOULON
@univ-bpclermont.fr

Nora Semmoud
Architecte-Urbaniste,
Maître de conférences
UFR LLSH. CERAMAC
Université Blaise Pascal de
Clermont-Ferrand
Adresse personnelle :
30, rue de Lourmel
75015 Paris
tel. 06 75 74 97 80

E.mail :
norasemmoud@wanadoo.fr